

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/49
15 décembre 1998

(98-5054)

Organe d'examen des politiques commerciales
12 et 13 novembre 1998

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Compte rendu de la réunion

Président: S.E. M. Ali Said Mchumo (Tanzanie)

	<u>Page</u>
I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO	4
III. DÉCLARATION DU PREMIER PRÉSENTATEUR.....	7
IV. DÉCLARATION DE LA SECONDE PRÉSENTATRICE	10
V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES.....	11
VI. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO ET AUTRES OBSERVATIONS.....	17
VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT.....	21
ANNEXE I	24
ANNEXE II.....	30

I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT

1. Le premier examen de la politique commerciale de la Trinité-et-Tobago a eu lieu les 12 et 13 novembre 1998. Le Président a souhaité la bienvenue à la délégation de la Trinité-et-Tobago, dirigée par l'honorable Mervyn Assam, Ministre du commerce et de l'industrie, ainsi qu'au chargé d'affaires Richards, et aux présentateurs, M. Andrew L. Stoler (États-Unis) et M^{me} Claudia Orozco Jaramillo (Colombie). Comme de coutume, les deux présentateurs s'exprimeraient en leur nom personnel et non en tant que représentants de leurs pays respectifs. Conformément à la procédure établie, les présentateurs ont communiqué à l'avance un aperçu des principales questions qu'ils entendaient aborder.

2. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales ainsi que les principaux aspects de la procédure établie pour la réunion. Le rapport du gouvernement de la Trinité-et-Tobago était contenu dans le document WT/TPR/G/49 et celui du Secrétariat de l'OMC dans le document WT/TPR/S/49; les principaux points que les présentateurs entendaient soulever figuraient dans le document WT/TPR/D/27. La délégation de la Trinité-et-Tobago avait reçu copie des questions écrites communiquées à l'avance par cinq délégations, à savoir celles du Canada, de l'Union européenne, de Hong Kong Chine, du Japon et des États-Unis (annexe I). Si des réponses entièrement satisfaisantes ne pouvaient être données durant la réunion, des réponses plus complètes seraient fournies ultérieurement.

II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO

3. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a exprimé sa satisfaction quant aux résultats de l'examen de la politique commerciale de son pays. Cet examen s'était révélé une occasion idéale pour évaluer l'efficacité de la politique, plus particulièrement dans le vaste contexte d'une économie mondialisée, et pour expliquer certains des impératifs nationaux qui avaient conduit à la formulation de cette politique. La Trinité-et-Tobago était devenue partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce le 23 octobre 1962 et elle avait participé à tous les cycles de négociations commerciales multilatérales qui s'étaient déroulées depuis. Depuis 1990, dans le cadre de son programme d'ajustement structurel, et indépendamment des négociations du Cycle d'Uruguay, la Trinité-et-Tobago avait amorcé la libéralisation du commerce dans l'optique de diversifier son économie et de promouvoir l'efficacité accrue des entreprises locales et l'expansion des exportations des secteurs de la fabrication, des services, du tourisme et de l'agriculture, d'accroître la compétitivité internationale et d'augmenter les recettes d'exportation.

4. Le programme de réforme du commerce de la Trinité-et-Tobago avait étroitement été lié à des initiatives destinées à attirer les investissements étrangers et à faciliter le développement d'un potentiel industriel national. Dans ce contexte de réformes, l'État s'était donné le rôle de promoteur et de catalyseur du développement commercial et industriel, tandis que le secteur privé devait devenir le premier moteur de la croissance et du développement économiques. Dans la poursuite de cet objectif, le gouvernement a reconnu que le développement du secteur des petites entreprises était un préalable indispensable à l'expansion équilibrée de l'économie du pays. Quant à l'accès aux marchés, la Trinité-et-Tobago a retenu deux axes de développement de sa part du marché des produits non traditionnels dans les marchés traditionnels, en particulier lorsque des dispositifs préférentiels d'accès aux marchés existaient, tout en essayant de pénétrer les marchés non traditionnels.

5. La mise en œuvre du programme de réforme structurelle avait eu des retombées positives sur l'économie. En 1997, l'économie avait enregistré une croissance pour la quatrième année consécutive. La production réelle avait crû de 3 pour cent en moyenne depuis 1994, croissance qui avait été stimulée par une intensification de l'exploration et de la production pétrolières et par l'expansion du secteur non pétrolier. En 1997, de bons résultats avaient été enregistrés dans les sous-secteurs de la fabrication, de la construction, de la distribution et du transport, tandis que le tourisme affichait un dynamisme accru.

6. La Trinité-et-Tobago demeurait fermement engagée vis-à-vis d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles. Dans la foulée du Cycle d'Uruguay, elle s'était de son propre gré acquittée d'obligations dont l'ampleur dépassait largement la taille de son économie et elle avait rempli ses engagements dans tous les secteurs, dont celui des services (services financiers, télécommunications, éducation, services maritimes, services professionnels, services médicaux, etc.). La Trinité-et-Tobago avait également déployé beaucoup d'efforts ces trois dernières années pour rendre sa législation sur la propriété intellectuelle conforme à l'Accord sur les ADPIC.

7. L'importance et le succès des négociations de l'OMC/GATT transparaissaient dans le fait que le nombre de Membres était passé de 23 à 132 entre 1947 et 1998, et que les droits de douane moyens ne représentaient plus que le dixième des niveaux d'il y avait 50 ans. Cependant, l'Organisation devrait se pencher sur diverses problématiques dans les années à venir, dont l'écart croissant entre les pays industrialisés et les pays en développement. L'OMC devait tenir compte des intérêts et besoins propres aux pays en développement Membres et veiller à ce que des efforts soutenus soient déployés pour équilibrer les obligations dont s'acquittaient ces pays avec les avantages qu'ils avaient à tirer du système. Dans ce contexte, l'OMC devait mettre au point les mécanismes qui permettraient de réduire le plus possible les effets de distorsion des politiques commerciales.

8. L'OMC avait instauré un régime d'application plus stricte de la réglementation des échanges, ce qui avait permis de rétablir dans une certaine mesure la confiance des États Membres, comme en

témoignait le fait que, durant la période 1995-1998, l'Organe de règlement des différends de l'OMC avait examiné 132 plaintes, tandis qu'il n'avait été saisi que de 300 plaintes dans les 47 années d'existence du GATT. Toutefois, il fallait être conscient de l'effet que risquait d'avoir une application plus stricte, oublieuse des facteurs socio-économiques, sur les économies de petite taille aux possibilités de développement limitées. Le différend entourant les bananes illustrait bien ce point. Un certain nombre de petits pays des Caraïbes, au gouvernement traditionnellement démocratique et stable, voyaient maintenant leurs perspectives de développement compromises par une approche légaliste aux conflits commerciaux.

9. La crise financière persistante qu'affrontait le monde entier posait un autre défi pour l'OMC. Cette crise avait fait ressortir l'importance de régler convenablement les secteurs financiers. C'était d'autant plus important dans un monde où les marchés des capitaux privés assuraient l'intermédiation d'une quantité croissante de capitaux. Pour éviter les retombées négatives de crises semblables dans l'avenir, il importait que les pays mettent sur pied des mécanismes leur permettant de renforcer leur infrastructure financière de façon à a) exploiter efficacement les avantages des comptes ouverts de capital, b) réduire le plus possible les risques associés à la grande fluctuation des mouvements de capitaux.

10. L'avènement du commerce électronique aurait des répercussions considérables sur les échanges mondiaux, et certains pays avaient demandé que l'OMC inscrive cette question à son programme d'étude. Certains experts en étaient venus à la conclusion que les pays en développement avaient beaucoup à tirer des progrès accomplis sur le plan du commerce électronique et des transactions financières. Toutefois, pour le moment, la majorité des pays en développement n'étaient pas équipés pour en tirer pleinement profit. La communauté internationale avait le devoir de veiller à ce que ces pays participent à cette révolution technologique d'une manière qui profiterait à leur population.

11. En outre, les pays en développement avaient été la cible de diverses mesures commerciales, telles que les mesures antidumping et les mesures de sauvegarde, appliquées par les pays développés. L'intervenant est revenu sur le point qu'il avait soulevé lors de la Conférence ministérielle qui s'était tenue à Genève en mai 1998, à savoir que l'OMC devait veiller à ce que les règles du jeu ne soient pas préjudiciables à une majorité des participants. Il a dit se demander si l'OMC disposait des moyens nécessaires pour faire reconnaître les droits des Membres dans un système commercial multilatéral équitable sans toujours devoir recourir au mécanisme de règlement des différends. Il était impératif de concevoir des approches novatrices et originales pour régler la question du traitement spécial et différencié dans le cadre de l'OMC.

12. Il a attiré l'attention sur la question des petites économies mise en lumière par la délégation de Maurice et un certain nombre de pays dont la Trinité-et-Tobago. En tant que petite île en développement, la Trinité-et-Tobago appuyait entièrement les initiatives mises de l'avant par un certain nombre d'instances et d'organismes internationaux (Commonwealth, CNUCED et ALEA) pour résoudre la question de la vulnérabilité des petits États et déterminer les mesures qui faciliteraient leur intégration à l'économie mondiale. Les pays de ce groupe étaient plus profondément affectés par les facteurs environnementaux, dont les catastrophes naturelles, comme en témoignait la dévastation causée dans les pays d'Amérique centrale par l'ouragan Mitch et dans les îles Saint-Kitts-et-Nevis et Antigua-et-Barbuda par l'ouragan George, et ils méritaient que la communauté internationale leur prête une attention particulière et son appui.

13. Les approches novatrices et originales devraient être fondées sur la nécessité de mettre en œuvre un programme complet d'aide et d'appui aux pays en développement et devraient prévoir, entre autres choses, a) l'assistance technique nécessaire à l'instauration des réformes macro-économiques et commerciales essentielles à leur participation efficace et constructive aux échanges internationaux, et b) l'élaboration de mécanismes destinés à promouvoir le transfert de technologie et les mouvements de capitaux dans les pays en développement. Ceux-ci devraient examiner la possibilité d'établir des

mécanismes de coopération mutuelle, par exemple dans le partage de technologies, l'utilisation conjointe des ressources humaines et matérielles et la mise au point de projets industriels et de développement conjoints. Chercher des moyens d'accroître leurs échanges et leurs investissements pourrait bien être une clé du développement de ces pays.

14. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago s'était fermement engagé à promouvoir la libéralisation des échanges et il avait mis en œuvre tout un éventail de mesures à cette fin, par exemple en éliminant pratiquement la Liste négative des importations et en réduisant le tarif extérieur commun, en supprimant les mécanismes de contrôle des changes et en améliorant les procédures douanières. Toutes ces mesures étaient expliquées en détail dans la documentation.

15. L'intervenant a dit qu'il avait été honoré de soumettre la politique commerciale de la Trinité-et-Tobago à l'examen et a ajouté que son pays souscrivait aux principes et objectifs de l'OMC, lesquels visaient la croissance économique et l'amélioration des niveaux de vie.

III. DÉCLARATION DU PREMIER PRÉSENTATEUR

16. Le premier présentateur, M. Andrew L. Stoler, a déclaré que, à l'instar de beaucoup d'autres pays qui avaient pu bénéficier inopinément d'importants revenus juste avant l'effondrement des prix du pétrole, la Trinité-et-Tobago avait cherché à bâtir son économie à l'aide d'une puissante intervention gouvernementale dans les cas où l'État possédait la part du lion de l'actif économique du pays. La tentation d'adopter pareilles politiques était grande à cette époque et parfaitement compréhensible, surtout pour un petit pays insulaire. Cet examen avait très clairement fait ressortir que la nouvelle conjoncture macro-économique avait forcé le pays à modifier ses politiques, et le gouvernement avait reconnu et accepté cette nécessité.

17. Toutefois, une fois la fièvre apaisée, au début des années 80, beaucoup des gains réalisés durant les années de croissance avaient disparu, et, en 1988, le gouvernement avait mis en œuvre un important programme de réforme structurelle et de libéralisation. Pour diverses raisons, il avait fallu plusieurs années avant de ressentir les retombées positives du programme, et, selon le rapport du Secrétariat, la période de croissance accélérée d'après 1994 avait probablement été directement attribuable à la plus grande ouverture de l'économie à cette période.

18. Plus récemment, l'accélération de la croissance, en partie attribuable à l'augmentation de l'investissement étranger direct, avait également entraîné une importante hausse des importations. Après avoir affiché des excédents commerciaux tous les ans depuis 1989, la balance commerciale en 1997 était devenue considérablement déficitaire par suite d'une grosse augmentation des importations en provenance des États-Unis. N'ayant pu se procurer des statistiques fiables sur la composition des échanges par destination et par origine pour 1997, l'intervenant ignorait si les importations accrues trouvaient leur origine dans les biens d'équipement, destinés peut-être au secteur de l'énergie, ou dans les biens de consommation, par suite d'une hausse des revenus. Si la délégation de la Trinité-et-Tobago pouvait faire la lumière sur la hausse de 44 pour cent des importations enregistrée en 1997, elle aiderait beaucoup les participants à comprendre le contexte macro-économique actuel.

19. Si la balance commerciale avait glissé dans une position grossièrement déficitaire en 1997, d'autres indicateurs macro-économiques étaient plutôt prometteurs. Les réserves en devises nettes avaient crû régulièrement depuis 1992, l'inflation avait été ramenée à 3,7 pour cent en 1997, la part du PIB attribuable à la consommation privée avait affiché une forte augmentation et la part du PIB représentée par la consommation publique avait diminué. Dans l'ensemble, l'économie avait crû de façon soutenue et à un rythme supérieur à 3 pour cent ces dernières années et, pour divers bons motifs, le gouvernement avait pu afficher un excédent budgétaire pour la première fois depuis 1995.

20. Parallèlement aux autres réformes structurelles mises en place depuis 1988, il était évident que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago avait repensé le rôle de l'État dans l'économie. Selon le rapport du gouvernement, celui-ci s'attribuait le rôle de promoteur et de catalyseur du développement commercial et industriel, et laissait au secteur privé le rôle de premier moteur de la croissance et du développement économiques. C'est ce que semblait refléter la forte augmentation de la consommation privée de pourcentage du PIB.

21. La Trinité-et-Tobago s'était dotée d'un programme de privatisation à la fin des années 80. Dans le rapport du Secrétariat comme dans celui du gouvernement, il était exposé le détail des politiques de désinvestissement mises en œuvre par le gouvernement de la Trinité-et-Tobago. L'État avait de beaucoup réduit sa participation au capital social des entreprises par rapport au début de la décennie; toutefois, la volonté du gouvernement de la Trinité-et-Tobago de se départir de ses actions avait été modérée par un désir d'assurer le contrôle effectif de la gestion de bon nombre des entreprises dans lesquelles il était d'ores et déjà possible d'investir des capitaux privés. L'intervenant se demandait s'il était vraiment nécessaire ou souhaitable que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago maintienne une participation majoritaire dans un si grand nombre d'entreprises commerciales telles que la Société du fer et de l'acier et les Minoteries nationales. Il a demandé si le gouvernement se

départirait de ses intérêts dans Caroni, le seul producteur de sucre du pays, après en avoir restructuré le mode de gestion et les opérations.

22. L'intervenant a dit que le rapport du gouvernement aussi bien que celui du Secrétariat lui avaient laissé la vive impression que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago encourageait des changements structurels d'importance dans l'économie. Toutefois, et pour diverses bonnes raisons, il semblait que les changements souhaités ne seraient pas aisément réalisés.

23. Il a décrit le secteur agricole comme le plus petit et le moins "sain" de l'économie nationale, ne générant que 3 pour cent du PIB; il était dominé par l'industrie sucrière où Caroni, dont le gouvernement était propriétaire, exerçait le monopole, et avait accumulé des déficits considérables au fil des ans. En raison de la conjoncture du commerce international du sucre, les exportations étaient devenues pour l'économie des îles une source appréciable de subventions internationales. Les ventes de sucre à l'Union européenne et aux États-Unis à des prix garantis bien supérieurs aux prix du marché étaient si importantes que la Trinité-et-Tobago devait importer du sucre lorsque sa production intérieure ne suffisait pas à satisfaire et les contingents d'exportation et la demande intérieure. Il paraissait étrange qu'une entreprise possédée et exploitée par l'État se préoccupe de remplir les contingents d'exportation avant de satisfaire à la demande intérieure et que, ce faisant, elle perde tout de même d'importantes sommes d'argent.

24. Dans le rapport du Secrétariat, il était indiqué que, de l'avis du gouvernement de la Trinité-et-Tobago, "l'agriculture présente un important potentiel de revenus, de croissance de l'emploi et de production de devises". L'intervenant a toutefois dit s'interroger sur le caractère réaliste de ces aspirations alors que les agriculteurs et les cultivateurs de pratiquement tous les sous-secteurs agricoles vendaient leur production à des prix garantis par le gouvernement et alors que la production était manifestement freinée par l'approvisionnement inadéquat en eau, le coût élevé des intrants, des installations inadéquates, la désorganisation du marché et la piètre gestion des sols. Il a demandé à la délégation de la Trinité-et-Tobago de lui expliquer comment le pays entendait aider le secteur agricole à surmonter ses très nombreuses difficultés pour atteindre les objectifs qui lui avaient été fixés.

25. Les trois quarts de la population active de la Trinité-et-Tobago travaillaient dans le secteur des services, lequel était à l'origine de 61 pour cent du PIB. Les services financiers comptaient deux fois plus de travailleurs que l'industrie des hydrocarbures. Le tourisme n'avait pas généré plus de 1 pour cent du PIB jusqu'ici, et il pouvait donc être un secteur de croissance potentielle. Étant donné les réserves limitées d'hydrocarbures, il semblait que le secteur des services était voué à la croissance. Les services financiers, représentant 11,5 pour cent du PIB et employant plus de 8 pour cent de la population active, constituaient la plus importante branche d'activité du secteur des services. L'intervenant a dit se préoccuper de la solidité à long terme des services financiers dans l'économie mondialisante, étant donné qu'il était signalé dans le rapport du Secrétariat qu'une fixation monopolistique des prix avait peut-être occasionné des profits supérieurs à ce qui avait été prévu. Il a souligné que si c'était l'absence de concurrence effective qui avait permis au secteur de croître ainsi et de prendre cette importance relative dans l'économie, alors ses perspectives à long terme n'étaient peut-être pas particulièrement bonnes.

26. Il ressortait des documents fournis en vue de cet examen que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago envisageait d'adopter une politique de la concurrence dans le cadre du projet de "loi sur le commerce loyal". L'intervenant a demandé à la délégation si la mise en œuvre de la politique de la concurrence avait été en partie motivée par la situation qui régnait dans les services financiers.

27. Le secteur de l'énergie (production pétrolière et gazière) dominait la production de marchandises et c'était principalement à lui qu'on devait les importantes entrées de capitaux étrangers. Le gouvernement avait raison de se préoccuper de sa dépendance excessive à l'égard de ce secteur, d'autant plus que les réserves de pétrole et de gaz étaient limitées. Dans sa communication, le gouvernement avait indiqué que la politique industrielle était essentiellement axée sur l'expansion du

secteur manufacturier non pétrolier dans une perspective de diversification des activités économiques. L'intervenant se demandait pourquoi, en dépit des stratégies de diversification, la part du sous-secteur pétrolier était passée de 41,5 à 66,4 pour cent du PIB total du secteur manufacturier durant la période 1992-1996.

28. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago semblait avoir entrepris de considérablement actualiser son processus de formulation des politiques économiques. Comme en témoignaient les réformes instaurées en 1988 et la cession plus récente des intérêts de l'État dans des entreprises commerciales, la Trinité-et-Tobago s'efforçait manifestement d'aligner son économie sur les politiques commerciales axées sur le marché qui servaient d'assise aux Accords de l'OMC. Parmi les autres sujets méritant d'être soulevés et examinés par les participants à cet examen figuraient la dépendance amoindrie à l'égard des contrôles des prix, la création d'un fonds de capital-risque et l'adoption de mesures spéciales d'aide aux petites entreprises, outre l'établissement en avril 1997 de la Commission des valeurs mobilières et de la Bourse. L'intervenant a dit estimer que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago devait être encouragé à aller de l'avant avec son projet de loi sur le commerce loyal, qui permettrait de garantir que l'économie se développe d'une manière compétitive.

29. L'intervenant a invité les Membres de l'OMC à féliciter le gouvernement de la Trinité-et-Tobago de ces initiatives, qui toutes l'orientaient vers un avenir prospère. Il a dit souhaiter connaître le fruit de ces efforts lorsque la Trinité-et-Tobago serait la prochaine fois soumise au mécanisme d'examen des politiques commerciales de l'OMC.

IV. DÉCLARATION DE LA SECONDE PRÉSENTATRICE

30. La seconde présentatrice (M^{me} Claudia Orozco Jaramillo) a félicité la Trinité-et-Tobago d'avoir rempli les engagements contractés dans le cadre de l'OMC, ce qui témoignait de l'ouverture de sa politique commerciale. Les droits de douane effectivement appliqués étaient inférieurs aux droits consolidés, les produits industriels étant assujettis à un taux de droit moyen de 7 pour cent, et les produits agricoles, de 19 pour cent. Elle a signalé que l'Accord sur les ADPIC avait été mis en œuvre et intégré à la législation du pays. Les engagements concernant divers sous-secteurs de services étaient en voie d'exécution. Elle a dit souhaiter connaître le point de vue de la délégation de la Trinité-et-Tobago sur la façon dont les Accords de l'OMC avaient contribué aux efforts de modernisation et de diversification que déployait le gouvernement.

31. Parallèlement à sa participation à l'OMC, la Trinité-et-Tobago était également un membre actif de la CARICOM, avait signé des arrangements bilatéraux avec la Colombie et le Venezuela et prenait part aux négociations sur des accords régionaux. La Trinité-et-Tobago contribuait pour 20 pour cent aux échanges commerciaux au sein de la CARICOM, et ses exportations à destination d'autres pays membres de la CARICOM représentaient le quart de ses exportations totales. La Trinité-et-Tobago bénéficiait aussi de divers schémas de préférences. Aussi bien l'Union européenne que les États-Unis accordaient un traitement préférentiel à leurs importations de sucre en provenance de la Trinité-et-Tobago. Malgré cela, on avait constaté que la Trinité-et-Tobago devait importer du sucre pour utiliser pleinement sa quote-part du contingent aux termes de chacun de ces accords préférentiels. La présentatrice a dit souhaiter connaître les raisons de ce déficit de la production intérieure.

32. Il ressortait clairement des rapports du gouvernement et du Secrétariat que la Trinité-et-Tobago cherchait à assortir sa politique commerciale d'une politique d'investissement adéquate. Aussi la Trinité-et-Tobago avait-elle signé des accords internationaux visant la protection de l'investissement, tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral, et elle avait commencé à revoir sa législation pour accroître la transparence de son processus décisionnel et son régime d'incitations. L'objectif principal consistait à attirer des investissements étrangers afin d'accroître la diversification économique et d'orienter la production vers les marchés d'exportation, comme cela s'était déjà produit pour le gaz naturel. L'intervenante a toutefois tenu à faire une mise en garde contre le vaste éventail des incitations fiscales dont faisaient l'objet les investissements dans les secteurs du tourisme et des produits pétrochimiques et contre le recours abusif aux zones franches.

33. Dans l'ensemble, la Trinité-et-Tobago s'était acquittée des engagements contractés dans le cadre de l'OMC d'une façon satisfaisante. L'intervenante a toutefois dit se préoccuper du niveau et de la portée des surtaxes appliquées à certaines importations agricoles. Malgré leur diminution, les niveaux demeuraient élevés. En outre, certains produits étaient assujettis à des restrictions quantitatives et d'autres à une licence d'importation non automatique. Elle a demandé à la délégation de la Trinité-et-Tobago d'expliquer pourquoi les mesures susmentionnées étaient nécessaires, surtout depuis que les taux des droits effectivement appliqués étaient inférieurs aux taux consolidés, et de la renseigner sur leur application future.

34. Constatant que les exportations de certains produits agricoles avaient diminué, comme dans le cas du café et du cacao, l'intervenante a demandé des explications à cet égard. S'agissant des services, elle a dit souhaiter savoir pourquoi le tourisme n'avait pas contribué davantage à l'expansion du secteur. Elle a pris note des efforts que le gouvernement avait déployés pour diversifier la production et les exportations en établissant des zones franches, en encourageant l'investissement, en favorisant les petites et moyennes entreprises et en redéfinissant le rôle de l'État. Cependant, les programmes destinés à attirer les investissements comprenaient toute une gamme d'incitations fiscales, dont des exonérations fiscales sur une période allant jusqu'à dix ans, des concessions de droits à l'importation et des crédits d'impôt au titre des dépenses. L'intervenante a demandé si la délégation de la Trinité-et-Tobago pouvait expliquer les effets possibles de ces mesures d'incitation sur les recettes publiques et si ces mesures risquaient d'empêcher le gouvernement d'investir les fonds nécessaires à l'établissement d'un cadre propice à l'investissement privé.

V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

35. Les Membres ont dit apprécier le ferme engagement dont la Trinité-et-Tobago faisait preuve à l'égard de l'OMC, ses efforts constants pour diversifier et ouvrir son économie et pour améliorer le climat d'investissement, plus particulièrement à la lumière de la crise qu'avait récemment connue le secteur financier.

36. Le représentant de Hong Kong, Chine a souligné que les échanges bilatéraux entre Hong Kong, Chine et la Trinité-et-Tobago avaient totalisé 15,8 millions de dollars EU en 1997, et qu'ils étaient à la hausse depuis quelques années. Dans les huit premiers mois de 1998, les échanges bilatéraux totaux avaient crû de 18,6 pour cent par rapport à la même période en 1997. Les marchandises exportées par Hong Kong, Chine comprenaient du fil textile, des tissus, des articles de maquillage, des produits alimentaires, des vêtements et des machines, tandis que les importations en provenance de la Trinité-et-Tobago avaient compris du poisson, du coton, du bois, du fil textile, des tissus et des articles de maquillage. Hong Kong, Chine appréciait les efforts que la Trinité-et-Tobago avait récemment mis en œuvre pour libéraliser son économie et l'encourageait à poursuivre dans ce sens, et surtout à diversifier sa gamme de produits et à ouvrir son secteur des services. Hong Kong, Chine avait communiqué par écrit des questions sur les droits de douane et autres impositions, sur les normes et les règlements techniques ainsi que sur les services, dont les services financiers, les services de télécommunication, de transport maritime et d'aviation civile.

37. Le représentant du Canada a fait remarquer que la Trinité-et-Tobago et le Canada entretenaient depuis longtemps une relation bilatérale multidimensionnelle où prévalait la coopération. Les échanges entre le Canada et la Trinité-et-Tobago remontaient à près de 400 ans. En 1997, les échanges bilatéraux de marchandises avaient totalisé 129 millions de dollars canadiens, sans parler du commerce des services. Le Canada possédait en outre d'importants investissements à la Trinité-et-Tobago, tout spécialement dans les secteurs énergétique et bancaire, qui s'élevaient aujourd'hui à plus de 1 milliard de dollars canadiens.

38. La Trinité-et-Tobago étant membre du CARIBCAN, la plupart de ses produits bénéficiaient d'un accès préférentiel au marché canadien. En vertu de lois adoptées par le Canada plus tôt cette année, la liste des produits exonérés de droits aux termes d'ententes avec le CARIBCAN avait été allongée pour contenir les sacs de voyage, le méthane et les lubrifiants, ces deux derniers produits revêtant une importance toute particulière pour la Trinité-et-Tobago.

39. De l'avis du Canada, la Trinité-et-Tobago avait été un solide protagoniste de la libéralisation du commerce international et des échanges commerciaux et elle avait grandement collaboré aux efforts déployés en ce sens; elle avait tenu un rôle de chef de file dans la fondation et l'évolution de la CARICOM, notamment dans la mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC), et elle prenait une part active au projet de création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago devait être félicité pour les énormes progrès qu'il avait accomplis ces dix dernières années en vue de libéraliser ses politiques commerciales et son régime d'importation afin de les aligner sur les engagements qu'il avait contractés dans le cadre de la CARICOM et de l'OMC.

40. Le Canada encourageait la Trinité-et-Tobago à poursuivre ses efforts en vue de créer "un climat plus favorable aux investissements dans l'économie du pays" et espérait que la modification de la Loi sur l'investissement étranger n'aurait pas pour effet de réduire la protection accordée aux investisseurs étrangers. Le Canada était également ravi des efforts que la Trinité-et-Tobago continuait d'exercer "pour réduire le nombre et la complexité des formalités à suivre pour les opérations d'investissement et les transactions commerciales" ainsi que de son objectif déclaré de rendre ces formalités "aussi simples et aussi transparentes que possible". Le Canada encourageait le

gouvernement à fixer une structure de tarification plus transparente pour le sous-secteur du gaz naturel, ce qui le rendrait d'autant plus attrayant pour les investisseurs étrangers.

41. La délivrance de permis de travail était un autre domaine où une cohérence et une transparence plus grandes rendraient la Trinité-et-Tobago plus attrayante pour les investisseurs canadiens et étrangers. Bien que le Canada se rendît compte que la Trinité-et-Tobago souhaitait garantir un emploi de qualité à ses nombreux travailleurs qualifiés, l'incertitude entourant le processus de délivrance et de renouvellement des permis de travail et l'absence d'un mécanisme permettant d'appeler des décisions négatives faisaient obstacle à l'investissement étranger. Le Canada souhaitait également que les restrictions quantitatives appliquées aux importations de volaille fraîche deviennent plus transparentes, tant sur le plan de la notification à l'OMC que sur le plan de la diffusion publique des règlements commerciaux pertinents.

42. Le Canada encourageait la Trinité-et-Tobago à actualiser et à rationaliser les aspects juridique, réglementaire et administratif du commerce et de l'investissement et à accroître la transparence des formalités et pratiques de certains ministères et organismes gouvernementaux.

43. Le Canada était ravi des importantes mesures qu'avait prises la Trinité-et-Tobago pour libéraliser le commerce et l'investissement ces dernières années, et qui s'étaient d'ailleurs traduites par une croissance économique soutenue, et il encourageait vivement la Trinité-et-Tobago à poursuivre ses efforts de privatisation et de modernisation et la réforme du secteur public. Le Canada estimait que ces initiatives allaient dans une grande mesure permettre à la Trinité-et-Tobago de maintenir son élan vers une libéralisation totale du marché et une croissance économique durable.

44. Le représentant des États-Unis a souligné que son pays et la Trinité-et-Tobago entretenaient depuis longtemps des relations étendues, en partie en raison de leur proximité géographique. Les États-Unis étaient le principal partenaire commercial de la Trinité-et-Tobago, absorbant près de la moitié de toutes ses exportations et fournissant plus du tiers de ses importations. Les échanges de capitaux entre les deux pays étaient d'un ordre équivalent: les États-Unis étaient le principal investisseur à la Trinité-et-Tobago et plus particulièrement dans les industries des hydrocarbures et des branches connexes en aval. Après le Canada, c'était la Trinité-et-Tobago qui comptait à l'échelle de l'hémisphère la plus grande quantité d'investissements étrangers directs américains par habitant.

45. Les États-Unis applaudissaient aux efforts mis en œuvre par la Trinité-et-Tobago pour libéraliser et déréglementer ses échanges, efforts qui lui avaient permis de soutenir sa croissance en n'affichant que de faibles taux d'inflation ces dernières années. La croissance avait continué de s'accroître principalement grâce aux investissements dont avait bénéficié l'industrie pétrochimique.

46. En ce qui concernait l'OMC, les efforts qu'avait déployés la Trinité-et-Tobago pour aligner sa législation sur les engagements qu'elle avait contractés dans le cadre de l'OMC allaient permettre d'assurer que l'environnement demeure favorable au commerce et à l'investissement. La Trinité-et-Tobago avait commencé à appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane même si, en tant que pays en développement, elle avait jusqu'à la fin de 1999 pour rendre son système d'évaluation conforme à l'Accord.

47. Toutefois, d'autres mesures pouvaient être prises pour améliorer l'environnement du commerce et de l'investissement. L'intervenant a relevé qu'un certain nombre d'entreprises d'État déficitaires subsistaient encore, et il a attiré l'attention sur le maintien des formalités de délivrance des licences ainsi que des surtaxes à l'importation d'un certain nombre de produits, agricoles plus particulièrement. Ces mesures étaient manifestement les vestiges d'anciennes politiques qui se prêtaient à une libéralisation accrue. Les recettes de l'État avaient diminué par suite de la chute des prix mondiaux du pétrole. Cette tendance pouvait être renversée si le gouvernement se départait de ses entreprises commerciales déficitaires et simplifiait l'administration de l'impôt.

48. Les États-Unis estimaient que la Trinité-et-Tobago avait accompli d'énormes progrès pour libéraliser son régime commercial et l'exhortait à poursuivre dans la même voie.

49. Le représentant de l'Union européenne a déclaré que les relations entre l'Union européenne et la Trinité-et-Tobago étaient régies par la quatrième Convention de Lomé, signée à Maurice le 4 novembre 1995 et devant expirer en février 2000. La Trinité-et-Tobago était visée par les dispositions de la Convention qui portaient sur le commerce et les services ainsi que par les arrangements spéciaux concernant le sucre, le rhum et d'autres produits. La Convention accordait aux marchandises en provenance de la Trinité-et-Tobago un accès préférentiel non réciproque au marché de l'Union européenne. Pour nombre de pays ACP, les dispositions de la Convention de Lomé portant sur le commerce étaient l'élément le plus précieux de l'accord. L'accord entre l'Union européenne et les pays ACP, qui succédera à Lomé IV et qui prendra effet en mars 2000, devrait tenir compte des restrictions établies par l'actuelle Convention de Lomé à la lumière des arrangements d'accès préférentiel aux marchés et des résultats du Cycle d'Uruguay. L'Union européenne avait récemment amorcé des négociations avec ses partenaires ACP au sujet de la prochaine convention, laquelle tiendrait compte des règles pertinentes de l'OMC et de l'objectif de développement durable des économies ACP, en préparant celles-ci à entrer dans une époque d'échanges de services et de nouvelles technologies et en les encourageant à délaisser le commerce protégé en faveur d'un commerce ouvert et concurrentiel. La Trinité-et-Tobago devait prendre en considération ces changements prochains et persévérer dans sa diversification économique.

50. La Trinité-et-Tobago était un petit pays, à la population et au marché intérieur restreints. Malgré cela, elle avait entrepris de diversifier et d'ouvrir son économie pour satisfaire aux nouvelles exigences de la compétitivité internationale et de l'intégration régionale, et elle y avait remarquablement réussi.

51. Le gouvernement avait su maintenir la stabilité politique et réaliser une performance macro-économique soutenue. Le secteur de l'énergie, en particulier, avait fait preuve d'un grand dynamisme, et le secteur financier avait continué d'afficher de bons résultats, en dépit des taux d'intérêt élevés. Le tourisme avait pris de l'essor, mais le secteur agricole n'avait pas enregistré des résultats satisfaisants, et l'industrie sucrière plus particulièrement. La baisse des prix du pétrole allait avoir une incidence négative sur les recettes publiques en 1998. Le taux de chômage élevé était une autre source de préoccupation.

52. L'Union européenne était ravie de la volonté dont avait fait preuve le gouvernement de la Trinité-et-Tobago d'instaurer un programme cohérent de lutte contre la pauvreté; l'Union européenne était entièrement disposée à soutenir ce programme par des projets financés au titre du Programme indicatif national. Ces projets de développement pourraient cibler l'infrastructure et la capacité du secteur touristique ainsi que la promotion des exportations dans l'optique de la diversification économique.

53. L'Union européenne reconnaissait les efforts menés par le gouvernement de la Trinité-et-Tobago pour se conformer aux règles de l'OMC, accroître la concurrence, améliorer le climat d'investissement et libéraliser l'économie nationale. Toutefois, on a dit se préoccuper de la portée, des coûts et de la cohérence des diverses incitations à l'investissement offertes dans les secteurs de l'énergie et de la fabrication et dans certaines activités des services. L'Union européenne continuerait d'aider la Trinité-et-Tobago à diversifier son économie et à créer des emplois tel que convenu en 1997 dans le cadre du Programme indicatif national.

54. Le représentant du Japon a déclaré que l'économie de la Trinité-et-Tobago était fortement tributaire de la production et de l'exportation de pétrole et de gaz naturel. Après la chute des cours du pétrole au milieu des années 80, le gouvernement de la Trinité-et-Tobago avait pris des mesures pour restructurer son économie en réduisant les droits de douane et en favorisant la privatisation. La Trinité-et-Tobago avait réussi à attirer des capitaux étrangers, dans le secteur de l'énergie plus

particulièrement, grâce à des politiques de stabilisation et d'ouverture accrue, si bien que l'économie avait enregistré une croissance depuis 1994. L'économie de la Trinité-et-Tobago devait continuer d'afficher une croissance par suite de l'investissement direct élevé dans le secteur de l'énergie et de l'essor des activités non liées au pétrole. Toutefois, pour assurer une croissance économique et un développement social durables, en plus de promouvoir le commerce extérieur, il fallait prendre d'autres mesures, telles que diversifier davantage les activités économiques, restructurer le secteur public et développer l'infrastructure. Le Japon comptait sur la Trinité-et-Tobago pour mettre en œuvre des politiques qui permettraient d'atteindre ces objectifs et assurer l'essor de l'économie ainsi que pour renforcer le système commercial multilatéral en libéralisant ses échanges. Il se rendait compte que la Trinité-et-Tobago s'était engagée à l'égard de divers secteurs de services durant le Cycle d'Uruguay et qu'elle avait également participé de près aux négociations sur les services financiers et les services de télécommunication de base, mais les secteurs visés par les engagements demeuraient peu nombreux. Le Japon s'attendait que la Trinité-et-Tobago libéralise davantage ses services, et même les secteurs qui n'avaient pas fait l'objet d'un engagement, et qu'elle songe à contracter des engagements à leur égard dans le prochain cycle de négociations. Le Japon a rappelé qu'il avait communiqué par écrit des questions sur les droits de douane, d'autres droits et impositions, les normes et les règlements techniques, la politique de la concurrence, les services bancaires, les services de télécommunication et les services de transport maritime.

55. La représentante de Maurice a déclaré que son pays et la Trinité-et-Tobago avaient beaucoup de choses en commun: toutes deux étaient de petits États insulaires, des économies de petite taille et des importateurs nets de produits alimentaires. Elle a fait remarquer que, bien que la Trinité-et-Tobago fût un exportateur de produits agricoles, quelque 75 pour cent de ses besoins alimentaires avaient été satisfaits par les importations. C'était le cas de beaucoup de petits États insulaires pour lesquels la sécurité alimentaire revêtait une importance primordiale. Le cas de la Trinité-et-Tobago illustre bien comment la sécurité alimentaire n'était pas forcément liée à la capacité de production, mais plutôt à la capacité d'un pays à générer suffisamment de devises pour répondre à ses besoins alimentaires par les importations.

56. L'intervenante a déclaré que, même si la Trinité-et-Tobago était riche en pétrole et en gaz, contrairement à la plupart des autres petites îles, il fallait s'inquiéter de sa grande dépendance à l'égard de la production et de l'exportation de ces deux ressources, d'autant plus que les réserves prouvées de pétrole ne suffiraient que pour 12 ans dans le cas du pétrole et pour 55 ans dans le cas du gaz naturel au rythme actuel de la consommation. Elle s'est dit ravie de l'initiative qu'avait prise le gouvernement pour diversifier l'économie en la rendant moins tributaire du secteur de l'énergie. L'intervenante a signalé que le rapport du Secrétariat mentionnait l'essor du secteur des services, et des activités de transbordement plus particulièrement. Elle a dit souhaiter savoir quels autres secteurs avaient été identifiés comme des sources fiables de recettes.

57. La représentante de Maurice a pris note avec intérêt de l'instauration d'un programme de réforme du commerce qui était étroitement lié à l'objectif d'attirer des investissements étrangers et de favoriser l'expansion du potentiel industriel national. Elle a toutefois signalé que la compétitivité de la Trinité-et-Tobago en tant que carrefour des investissements risquait d'être entravée par l'élimination des préférences commerciales et l'incertitude de l'avenir de la Convention de Lomé. Elle a cependant dit comprendre les raisons qui avaient poussé la Trinité-et-Tobago à mettre en œuvre des initiatives pour attirer les investissements étrangers.

58. Le représentant du Costa Rica a relevé les efforts déployés par la Trinité-et-Tobago pour remplir l'engagement qu'elle avait contracté dans le cadre de l'OMC en modifiant sa législation, et notamment ses lois antidumping et ses lois sur la propriété intellectuelle. Il semblait en outre que la Trinité-et-Tobago entendait abattre son système d'incitations à l'exportation en 2000 même si, en tant que pays en développement, elle avait jusqu'en 2003 pour remplir ses obligations au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. L'intervenant a dit avoir compris que l'un des objectifs du gouvernement consistait à diversifier les investissements étrangers et, à cette fin, à

adopter une nouvelle Loi sur l'investissement étranger. Il a dit souhaiter que la délégation de la Trinité-et-Tobago précise les principales modifications qui allaient être apportées à la loi en vigueur. Le Costa Rica souhaitait également en savoir davantage sur le régime d'expropriation et de réparation, les règlements relatifs aux transferts de capitaux et les règles concernant les cadres supérieurs. L'intervenant a dit qu'il serait intéressant de savoir si la Trinité-et-Tobago comprenait dans sa définition d'investissement étranger direct les biens incorporels, tels que les droits de propriété intellectuelle et autres droits. Le Costa Rica s'interrogeait sur le type de système de promotion de l'investissement que la Trinité-et-Tobago adopterait pour remplacer l'actuel système d'incitations, et quels en seraient les éléments clés.

59. Le représentant de l'Inde a déclaré que les documents soumis à l'examen faisaient clairement ressortir les problèmes et les inquiétudes que soulevait pour les petites économies la dynamique de l'accès au marché pendant qu'elles s'efforçaient de croître et de se développer. Les initiatives qu'avait prises le gouvernement de la Trinité-et-Tobago dans le cadre de sa politique commerciale révélaient clairement que seule la pénétration de marchés extérieurs pouvait assurer la croissance et l'expansion du potentiel productif. Les politiques de la Trinité-et-Tobago étaient fondées sur le principe qu'une ouverture du marché intérieur pouvait compenser les contraintes attribuables à la taille et aux ressources financières et économiques limitées.

60. Les deux axes adoptés par les autorités témoignaient de l'importance de diversifier les produits et les marchés pour accroître la part du marché avec constance et dynamisme. À cet égard, l'Inde tenait à féliciter les autorités de la portée de leur politique commerciale extérieure et du plan d'action qui avait été élaboré pour faciliter l'intégration effective de la Trinité-et-Tobago dans l'environnement commercial mondial.

61. Le représentant de l'Inde a souligné que le processus de libéralisation et de déréglementation mis en branle par la Trinité-et-Tobago dans le milieu des années 80 avait permis d'éliminer un certain nombre d'obstacles au commerce, mais que certains secteurs étaient encore visés par un système complexe d'incitations à l'investissement et par des droits de douane élevés. Les intervenants précédents avaient noté les avantages d'un programme de restructuration qui prévoyait de diversifier l'économie de façon qu'elle ne soit plus dépendante du secteur pétrolier, notamment par l'expansion du secteur manufacturier non pétrolier aussi bien que des services. Ce programme prévoyait de redéfinir le rôle de l'État. Toutefois, l'intervenant a fait remarquer qu'un certain nombre de biens et de services étaient assujettis à des contrôles de prix et que les avantages fiscaux, les aides à l'exportation sous forme de crédits d'impôt, et les avantages tarifaires soutenaient les programmes d'incitations visant une vaste gamme d'activités manufacturières. Il a dit estimer utile de discuter de la façon dont les autorités se proposaient d'aborder ces questions dans leur plan d'action.

62. La représentante de la Barbade a signalé que son pays entretenait des rapports commerciaux étroits avec la Trinité-et-Tobago et que les deux pays avaient vécu des expériences semblables et devaient relever les mêmes défis. Au sein de la CARICOM, la Trinité-et-Tobago était le principal partenaire commercial de la Barbade; les exportations de la Barbade à destination de la Trinité-et-Tobago représentaient 19 pour cent des exportations totales destinées aux pays de la CARICOM, et les importations provenant de la Trinité-et-Tobago comptaient pour 72 pour cent des importations totales en provenance de la CARICOM. La Barbade félicitait la Trinité-et-Tobago pour ses efforts en vue de libéraliser son économie ainsi que pour sa participation au sein de l'OMC.

63. La représentante de l'Australie a félicité la Trinité-et-Tobago pour les efforts qu'elle avait déployés pour instaurer une réforme économique et pour modifier sa législation de façon à la rendre conforme aux engagements pris dans le cadre de l'OMC. Elle a encouragé la Trinité-et-Tobago à poursuivre dans cette voie afin de mieux s'intégrer au système commercial mondial.

64. Le représentant de la Jamaïque a félicité la Trinité-et-Tobago des impressionnants progrès qu'elle avait accomplis sur le plan du développement économique, et plus particulièrement de

l'importante contribution des échanges dans son économie. Il l'a félicitée du degré de compétitivité internationale qu'avaient atteint le secteur manufacturier pétrolier et l'industrie légère. Cela illustre bien comment une petite économie insulaire ne s'était pas laissée gêner par sa taille "marginalisée" dans l'économie mondiale. À cet effet, l'intervenant a dit reconnaître la valeur des efforts qu'avait menés le gouvernement de la Trinité-et-Tobago pour attirer des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie et les branches connexes. Il a cependant dit estimer que, en dépit de ces accomplissements, il fallait faire preuve de plus de circonspection relativement à certaines branches d'activité où ni le gouvernement ni le secteur privé ne pouvait seul vaincre les limites inhérentes à une petite économie. Il s'est également dit préoccupé de l'incidence de mesures antidumping ou de toute autre mesure commerciale restrictive qui seraient imposées à la Trinité-et-Tobago par son plus gros voisin.

VI. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO ET AUTRES OBSERVATIONS

65. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a divisé ses réponses en trois thèmes principaux, à savoir: i) l'environnement économique, ii) la politique commerciale et iii) les politiques sectorielles. Les réponses écrites à des questions précises ont été distribuées à tous les Membres (annexe II). La Trinité-et-Tobago s'engageait à fournir d'autres réponses par écrit dans les délais prévus par le Mécanisme d'examen des politiques commerciales. Après communication des réponses, le Président a invité les membres de l'Organe d'examen des politiques commerciales à prendre la parole et à formuler d'autres commentaires ou questions.

i) Environnement économique

66. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a dit apprécier les interventions et commentaires des délégations. Il a souligné que les diverses initiatives stratégiques de la Trinité-et-Tobago étaient en harmonie avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Se reportant au rôle de l'État dans l'économie, il a déclaré que le processus de désinvestissement avait cours depuis un certain temps et que le principal problème résidait maintenant dans la façon de traiter les entreprises qui allaient assurer la succession. Le conseil d'administration de toutes les entreprises restantes comptait des représentants du secteur privé.

67. La Trinité-et-Tobago était un importateur net de produits alimentaires, comblant environ 75 pour cent de ses besoins alimentaires par des importations. Reconnaisant la nécessité de réformer le secteur agricole, le représentant de la Trinité-et-Tobago a fait remarquer que les politiques agricoles étaient à l'étude, plus particulièrement en ce qui concernait les surtaxes à l'importation, le sucre et le rôle de l'entreprise d'État Caroni, Ltd. Le cas de cette entreprise était particulier et un comité ministériel avait été constitué pour l'examiner. Une stratégie possible consisterait à détourner Caroni de l'industrie sucrière et à l'orienter vers des activités industrielles et des services et à la diviser en plusieurs sociétés distinctes.

68. Pratiquement tous les contrôles de prix avaient été supprimés, sauf dans le cas de trois articles, à savoir le sucre, les produits pharmaceutiques et les manuels scolaires. Seules quelques marchandises prohibées figuraient sur la Liste négative des importations, telles que les armes et les munitions, les médicaments, les véhicules à direction à gauche et certains morceaux de volaille, considérés comme faisant défavorablement concurrence à la production locale. La liste contenait aussi le papier à cigarettes, certains pesticides, des navires et des bateaux de moins de 250 tonnes ainsi que des huiles et graisses en vertu d'un accord avec la CARICOM. Dans le cas des prohibitions, la plupart étaient fondées sur des raisons de sécurité ou de santé publique.

69. La Trinité-et-Tobago avait accompli des progrès considérables ces 15 dernières années en diminuant sa dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier, comme en témoignait le nouvel accent mis sur la production de gaz naturel au lieu du pétrole. Le gaz naturel servait à la fois de produit final et d'intrant des industries en aval. Le développement de ces dernières pouvait permettre à la Trinité-et-Tobago de devenir le plus important exportateur de méthanol au monde dans un avenir prochain. La diversification s'illustrait également par l'importante croissance affichée par le secteur du tourisme ces dernières années.

70. Les nombreux projets mis en œuvre dans le secteur de l'énergie en 1997 et en 1998 avaient donné lieu à une hausse substantielle des importations de matériaux de construction et de biens d'équipement, ce qui s'était traduit par un déficit commercial, lequel devait être redressé sous peu. Grâce à une combinaison des mesures budgétaires et monétaires et aux régimes d'incitations, le chômage avait diminué, passant de 19 à 13,5 pour cent entre novembre 1995 et novembre 1998. Le gouvernement espérait le ramener sous la barre des 10 pour cent avant 2000. Pour ce faire, il comptait mettre en application un programme de promotion du tourisme d'envergure, ouvrir une

fonderie d'aluminium et construire de nouvelles usines de gaz naturel en aval. S'agissant d'investissement, le gouvernement avait commencé à modifier la législation en vigueur, et la nouvelle Loi sur la promotion de l'investissement contiendrait des dispositions sur le traitement national.

71. Le premier présentateur a félicité le représentant de la Trinité-et-Tobago pour ses réponses détaillées. Selon lui, la hausse des importations qui avait suivi l'augmentation des mouvements de capitaux était remarquable. Il s'est dit également impressionné des réformes économiques qui avaient été entreprises et de la volonté de privatiser.

72. La seconde présentatrice a signalé que le régime d'investissement de la Trinité-et-Tobago s'était soldé par des résultats positifs; elle applaudissait aux mesures juridiques et aux importants mouvements de capitaux. Elle a pris note de l'ampleur et de la portée du régime d'incitations fiscales. Quant aux produits agricoles toutefois, elle a dit trouver déconcertant le taux élevé des importations par rapport à la demande intérieure de certains produits.

73. Le représentant de Haïti a félicité la Trinité-et-Tobago pour les résultats de sa politique commerciale. Haïti reconnaissait les problèmes et contraintes avec lesquels la Trinité-et-Tobago devait composer en tant que petite île. Haïti souhaitait faire partie du groupe des partenaires commerciaux de la Trinité-et-Tobago, qu'elle considérait comme un modèle à suivre.

74. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a remercié son homologue de Haïti pour ses commentaires et lui a rappelé que Haïti était déjà un partenaire commercial de la Trinité-et-Tobago. Il a admis que l'agriculture était un point faible de l'économie de la Trinité-et-Tobago, mais il a dit s'attendre à ce que le secteur s'améliore dans l'avenir.

ii) Mesures de politique commerciale

75. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a déclaré que son pays notifierait sans tarder sa législation antidumping à l'OMC. La Trinité-et-Tobago n'accordait aucune subvention directe à l'exportation depuis que l'organisme responsable du commerce d'exportation avait été démantelé quelques années plus tôt. Le régime d'incitations actuel consistait essentiellement en des exonérations fiscales du revenu généré hors de la Trinité-et-Tobago et il allait être aboli en 2003 même s'il respectait les règles de l'OMC. Il a dit que son pays s'efforçait de faire respecter les droits d'auteur, et qu'il avait instauré à cette fin le système Banderole. La Trinité-et-Tobago était l'un des rares pays en développement qui avaient adopté une législation d'envergure sur les ADPIC. Il a fait remarquer que la Trinité-et-Tobago avait préféré ne pas retarder l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane même si c'était sa prérogative en tant que pays en développement.

76. La Trinité-et-Tobago avait mis en vigueur les réductions tarifaires prévues dans la phase IV du calendrier des réductions du TEC de la CARICOM; le droit maximal appliqué aux produits industriels se situait à 20 pour cent. Les réductions des surtaxes à l'importation des produits agricoles avaient été opérées d'une façon accélérée sur cinq ans, aux termes de l'arrangement convenu dans le Cycle d'Uruguay, seuls quelques produits devant faire l'objet de réductions sur dix ans. Les contingents d'importation avaient été pratiquement éliminés, et les quelques derniers demeuraient pour des raisons de sécurité nationale et de sécurité ou encore pour remplir les engagements pris auprès de la CARICOM. Les produits soumis à des restrictions quantitatives ne représentaient qu'une faible part des importations de la Trinité-et-Tobago, soit entre 5 et 10 pour cent. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a fait remarquer que certaines normes nationales avaient été mises au point, fondées sur les normes internationales, essentiellement dans le but de protéger les consommateurs et pour des raisons de santé publique. Les normes n'étaient pas des obstacles non tarifaires au commerce. En l'absence de normes nationales, on appliquait les normes internationales.

77. La seconde présentatrice a reconnu les efforts qu'avait déployés la Trinité-et-Tobago pour réduire ses surtaxes à l'importation. Elle a toutefois signalé que les réductions accélérées dans le

secteur agricole qui avaient suivi la tarification des restrictions quantitatives convenues dans le Cycle d'Uruguay avaient été appliquées aux droits de douane et non aux surtaxes. Le problème dans le cas de la Trinité-et-Tobago résidait dans le fait que des surtaxes venaient s'ajouter aux droits de douane et que leurs taux combinés étaient de loin supérieurs aux taux consolidés de l'OMC.

78. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a répondu que les surtaxes étaient appliquées dans le cadre de la tarification et qu'on avait entrepris de les réduire pour se conformer aux consolidations.

79. Le représentant des États-Unis a relevé les progrès économiques réalisés par la Trinité-et-Tobago. Le déficit commercial enregistré en 1997 avait été principalement le fait d'une hausse des importations de biens d'équipement. Il s'est dit ravi de ce que la Trinité-et-Tobago allait mettre en œuvre l'Accord sur l'évaluation en douane. Son gouvernement apprécierait que la Trinité-et-Tobago notifie promptement sa législation antidumping à l'OMC. Il a fait remarquer que, même si la Trinité-et-Tobago avait jusqu'en 2003 pour supprimer les subventions indirectes versées dans le cadre du régime d'incitations, elle devait en envisager l'élimination progressive hâtive, pour donner à l'industrie le temps de souffler. Il a dit constater un manque de transparence dans la procédure de délivrance des permis de travail. Quant à la liste des produits devant faire l'objet de licences et aux justifications fournies par la délégation de la Trinité-et-Tobago, il a attiré l'attention sur le fait que les obligations découlant du Traité instituant la CARICOM ne pouvaient servir de justification au système de licences au titre de l'OMC. De la même façon, la sécurité nationale ne pouvait être invoquée pour justifier les licences applicables au papier à cigarettes. S'agissant des surtaxes à l'importation, il a encouragé la Trinité-et-Tobago à les ramener à leur niveau consolidé de 15 pour cent.

80. Le représentant de la Trinité-et-Tobago lui a répondu que son pays se pencherait sur les points soulevés par les États-Unis.

81. Le représentant du Japon a souligné que, bien que la plupart des surtaxes à l'importation eussent été réduites, la Trinité-et-Tobago était tenue de les ramener à 15 pour cent conformément à ses engagements pris dans le cadre de l'OMC. L'intervenant a demandé si des surtaxes à l'importation s'appliquaient aux produits industriels. Il voulait également savoir si toutes les normes étaient publiées de façon à permettre aux parties intéressées d'en prendre connaissance et de présenter des observations conformément à l'article 2.9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

82. En réponse, le représentant de la Trinité-et-Tobago a fait remarquer que l'information sur une norme était rendue publique avant l'adoption de ladite norme, et que toutes les normes en vigueur dans le pays étaient conformes aux règles de l'OMC. Il a également attiré l'attention sur le fait que la Trinité-et-Tobago n'appliquait aucune surtaxe à l'importation des produits industriels, mais uniquement de quelques produits agricoles. Les surtaxes étaient des mesures temporaires qui devaient permettre la suppression des restrictions quantitatives figurant sur la Liste négative des importations et elles faisaient maintenant l'objet d'une élimination progressive accélérée, hormis pour le sucre, le sucre glace et la volaille.

83. Le représentant du Canada a demandé des éclaircissements sur les restrictions quantitatives appliquées à la volaille vivante. Il a rappelé que, selon l'Accord sur l'agriculture, les restrictions quantitatives n'étaient plus tolérées. Il a demandé si les mesures étaient de fait des restrictions quantitatives ou si elles étaient plutôt des droits de douane, et a noté le manque de transparence que dénonçait le fait que la taille du contingent n'était pas de notoriété publique.

84. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a répondu que son pays appliquait des restrictions quantitatives pour se conformer à l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et qu'elles n'étaient pas des contingents tarifaires camouflés.

iii) Politiques sectorielles

85. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a fait remarquer que son pays avait fait de remarquables progrès pour diversifier ses produits et que l'économie était en pleine transformation, délaissant le pétrole au profit du gaz naturel, de la production pétrolière d'aval et des services. Le secteur de l'énergie était maintenant à l'origine de 25 pour cent du PIB, bien que les recettes d'exportation demeurent tributaires essentiellement de ce secteur. La Trinité-et-Tobago n'avait pas encore soumis d'offre en regard des services bancaires, mais travaillait actuellement à une position qu'elle soumettrait à l'OMC avant la date limite convenue, en janvier 1999. S'agissant des télécommunications, un comité avait été chargé d'examiner les activités du secteur. L'examen serait terminé avant décembre 1998 et les recommandations appliquées avant le milieu de 1999. En aviation civile, la Trinité-et-Tobago s'était engagée à une politique d'ouverture des espaces aériens; l'activité serait intensifiée aussitôt terminée la construction du nouvel aéroport, actuellement en cours. La Trinité-et-Tobago tenait particulièrement à stimuler le tourisme, surtout les lieux de villégiature intégrés, dont l'expansion avait laissé à désirer. Le Parlement allait sous peu être saisi d'un projet de loi sur l'expansion du tourisme.

86. Le premier présentateur a demandé si des mesures avaient été prises au niveau de la CARICOM pour libéraliser les services financiers.

87. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a répondu que deux banques de la Trinité-et-Tobago étaient déjà présentes dans la CARICOM et dans d'autres pays de la région, dont le Venezuela. Des sociétés d'assurance de la Trinité-et-Tobago exerçaient aussi des activités dans la CARICOM.

VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

88. Le premier examen de la politique commerciale de la Trinité-et-Tobago a été effectué par l'Organe d'examen des politiques commerciales les 12 et 13 novembre 1998. Les remarques qui suivent, que je formule sous ma propre responsabilité, visent à résumer les points essentiels de la discussion et ne sauraient constituer un rapport complet, lequel figurera dans le compte rendu de la réunion.

89. La discussion a porté sur trois thèmes principaux, à savoir i) l'environnement économique, ii) les mesures de politique commerciale et iii) les politiques sectorielles.

i) Environnement économique

90. Les Membres ont félicité la Trinité-et-Tobago pour ses récentes mesures de libéralisation et de réforme économique, lesquelles s'étaient soldées par une croissance soutenue et une inflation faible et avaient attiré des investissements étrangers appréciables. Toutefois, des problèmes persistaient, comme la dépendance du pays vis-à-vis du secteur énergétique, son taux élevé de chômage et la participation importante de l'État dans des secteurs-clés. De plus, sa balance commerciale, habituellement excédentaire, était devenue déficitaire en 1997, essentiellement par suite de la forte hausse des importations. On s'inquiétait également de l'effet des faibles prix du pétrole sur les recettes d'exportation et les recettes publiques. Les Membres ont noté avec satisfaction les mesures qu'avait prises la Trinité-et-Tobago pour donner un cadre législatif à sa politique de la concurrence et l'ont exhortée à la mettre rapidement en œuvre. Certains se sont préoccupés de la portée, du coût et de la cohérence des divers régimes d'incitations, concernant en particulier l'investissement, dont les formalités étaient parfois lourdes. Les Membres ont encouragé la Trinité-et-Tobago à continuer de diversifier son activité économique et à accélérer la privatisation, surtout dans l'agriculture et le secteur énergétique.

91. Les Membres ont félicité la Trinité-et-Tobago pour les initiatives qu'elle avait prises en faveur du système commercial multilatéral, notamment en appliquant certains Accords de l'OMC avant la date prévue. Ils ont reconnu l'importance du rôle tenu par la Trinité-et-Tobago dans la CARICOM.

92. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a expliqué que son pays souscrivait fermement à l'instauration d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles. La Trinité-et-Tobago s'était déjà acquittée de plein gré de ses obligations découlant du Cycle d'Uruguay. Toutefois, il a estimé que l'OMC devait se pencher sur les intérêts et besoins particuliers des pays en développement Membres et veiller à ce que des efforts soutenus soient déployés pour équilibrer les obligations de ces pays avec les avantages qu'ils tiraient du système. Il a insisté sur la nécessité de concevoir de nouvelles approches pour traiter la question du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le cadre de l'OMC, approches qui pourraient prendre la forme d'une assistance technique ou d'un transfert de technologie. Petite économie insulaire, la Trinité-et-Tobago appuyait entièrement les travaux que menaient les instances internationales pour intégrer les petits États dans l'économie mondiale.

93. Au sujet des questions soulevées par les Membres, le représentant de la Trinité-et-Tobago a dit que son gouvernement avait entrepris un programme de réformes commerciales destiné à réduire la dépendance du pays à l'égard du secteur pétrolier et à accroître les possibilités d'emploi. Le taux de chômage avait déjà baissé considérablement. Quant au déficit commercial, les importations de biens d'équipement en avaient été un facteur important. Il a mentionné plusieurs secteurs présentant un potentiel de croissance soutenue tirée par les exportations, dont les services financiers, l'agro-alimentaire, le développement de logiciels, les spécialités chimiques, les produits des industries mécaniques et les services d'ingénierie, ainsi que le tourisme culturel. Les futures stratégies économiques continueraient de cibler les investissements étrangers et de stimuler le développement des petites entreprises, du tourisme et de l'industrie légère. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a

également fait remarquer que la modification de la législation sur l'investissement permettrait de simplifier les procédures et d'accroître la transparence.

ii) Mesures de politique commerciale

94. Les Membres ont pris note avec satisfaction de la libéralisation des échanges de la Trinité-et-Tobago, qui comprenait l'abaissement des droits de douane, la quasi-élimination des restrictions quantitatives et la réduction du champ d'application des licences d'importation. Tout en encourageant la Trinité-et-Tobago à persévérer dans ses efforts, les Membres ont posé un certain nombre de questions qui avaient plus particulièrement trait à l'écart entre les taux des droits appliqués et consolidés, aux surtaxes élevées à l'importation des produits agricoles, aux licences d'importation, à la notification de la législation se rapportant aux mesures antidumping et compensatoires, aux normes et règlements techniques, aux dégrèvements d'impôt au titre des exportations, et aux droits de propriété intellectuelle, notamment les moyens de faire respecter les droits d'auteur.

95. Dans sa réponse, le représentant de la Trinité-et-Tobago a déclaré que le taux maximal des droits de douane avait été abaissé de 45 à 20 pour cent en cinq ans et que le pays n'entendait pas réduire ses droits de douane davantage dans l'immédiat. Toute modification du tarif extérieur commun devait être soumise à l'approbation des chefs des États membres de la CARICOM. Quant à l'écart entre les droits de douane appliqués et consolidés dans le secteur agricole, le gouvernement avait l'intention de réexaminer les consolidations à la lumière des résultats d'un examen de ses politiques agricoles. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a fait remarquer que seuls quelques produits faisaient actuellement l'objet de licences d'importation, essentiellement pour des raisons de sécurité publique et de sécurité nationale ainsi qu'aux termes des obligations découlant du Traité instituant la CARICOM. La Trinité-et-Tobago avait modifié sa législation antidumping pour se conformer aux obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'OMC; une notification à ce sujet serait présentée prochainement à l'OMC. Outre sa législation antidumping, la Trinité-et-Tobago avait modifié ses lois et ses procédures dans divers domaines, dont les ADPIC et l'évaluation en douane, et elle avait commencé à rédiger ou à réviser des lois dans d'autres domaines. L'intervenant a également expliqué la procédure d'établissement de normes.

96. S'agissant des aides à l'exportation, comportant un crédit d'impôt pour certaines recettes d'exportation, le représentant de la Trinité-et-Tobago a déclaré qu'elles seraient supprimées en 2002, comme il avait été annoncé dans le Discours du budget de 1998. La Trinité-et-Tobago se penchait actuellement sur le problème du respect des droits de propriété intellectuelle, et plus particulièrement du piratage des cassettes vidéo et audio. Le représentant a insisté sur la nécessité d'une assistance technique pour renforcer la capacité des petits partenaires commerciaux de s'acquitter de leurs obligations de notification dans le cadre de l'OMC et d'exercer pleinement leurs droits.

iii) Politiques sectorielles

97. Les Membres ont reconnu les efforts qu'avait déployés la Trinité-et-Tobago pour diversifier son économie et réduire sa dépendance à l'égard du secteur énergétique en facilitant l'activité dans le secteur manufacturier non pétrolier et dans celui des services. Dans le domaine de l'agriculture, les Membres ont posé des questions portant, par exemple, sur les surtaxes élevées à l'importation, les restrictions quantitatives appliquées aux importations de volailles vivantes et le rôle des entreprises d'État dans le secteur. Pour ce qui concerne l'énergie, les Membres ont encouragé la Trinité-et-Tobago à instaurer une structure de prix du gaz naturel plus transparente. Dans le secteur des services, les Membres se sont réjouis des engagements que la Trinité-et-Tobago avait contractés dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et ils l'ont encouragée à en élargir la portée, en particulier pour les services financiers. Ils ont soulevé un certain nombre de questions spécifiques, y compris sur les dispositions relatives aux "droits exclusifs" dans les télécommunications, la réglementation du secteur bancaire et le régime de licences, la transparence de

la procédure de délivrance des permis de travail, et le régime de licences et la manutention des marchandises dans les services maritimes et aériens.

98. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a déclaré que les surtaxes élevées qui visaient le secteur agricole seraient réexaminées avant 2004 pour en vérifier la conformité avec les engagements pris dans le cadre de l'OMC. S'agissant des services de transport maritime, le gouvernement examinait un projet de restructuration des opérations portuaires. Quant aux services financiers, les fournisseurs étrangers bénéficiaient du traitement national et le gouvernement mettait au point une offre concernant les services bancaires qu'il comptait présenter d'ici janvier 1999. Il examinait également la question des droits exclusifs dans les services de télécommunication avec le fournisseur, en vue de libéraliser davantage cette branche d'activité. Il avait entrepris d'apporter des modifications à la Loi sur les télécommunications, lesquelles devaient être approuvées d'ici juin 1999, ce qui allait permettre à la Trinité-et-Tobago de remplir ses obligations au titre de l'AGCS. Des réponses détaillées ont aussi été fournies au sujet de l'aviation civile et de la délivrance des permis de travail.

Conclusions

99. En conclusion, les Membres ont dit apprécier les efforts de libéralisation menés par la Trinité-et-Tobago et sa promptitude à remplir les obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'OMC. Les Membres ont accueilli très favorablement les nombreuses mesures que la Trinité-et-Tobago avait déjà prises pour ouvrir son économie, l'axer davantage vers l'extérieur et l'intégrer au système multilatéral. Ils ont reconnu les défis que la Trinité-et-Tobago devait relever en tant que petite économie dépendante des ressources et apprécié les réformes entreprises pour diversifier l'économie. Ils ont estimé que la poursuite de ses efforts d'ouverture commerciale renforcerait les assises de sa diversification économique et assurerait une croissance régulière et soutenue; à cet égard, le soutien des partenaires commerciaux de la Trinité-et-Tobago serait également important.

ANNEXE I

QUESTIONS COMMUNIQUÉES À L'AVANCE

QUESTIONS DU CANADA

Télécommunications

Dans les services de télécommunication de base fournis selon le premier mode de fourniture, nous comprenons que la Trinité-et-Tobago s'est engagée à ne pas restreindre l'accès au marché, à condition que le fournisseur utilise le réseau de l'exploitant exclusif (qualification valable jusqu'en 2010). On lit au paragraphe 101: "Si les services de télécommunication de base sont fournis exclusivement par la TSTT, rien n'empêche une autre entreprise d'offrir des services à valeur ajoutée en utilisant le réseau de cette dernière". Veuillez expliquer le sens de la phrase "sont fournis exclusivement par la TSTT" car elle donne à penser que la fourniture des services de télécommunication de base est du ressort exclusif de la TSTT.

D'après la liste de ses engagements, la Trinité-et-Tobago n'imposera aucune limitation concernant l'accès au marché. Toutefois, il est déclaré au paragraphe 102 du rapport du Secrétariat que "les entreprises désireuses d'offrir au public des services mobiles au moyen d'installations terrestres, des services Internet, et des services d'accès à Internet et de téléconférence pour usage privé selon les modes de la fourniture transfrontières et de la présence commerciale doivent ouvrir des négociations avec la TSTT". Il semble y avoir contradiction entre cette déclaration et les engagements pris dans le cadre de l'OMC. Veuillez clarifier.

QUESTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/49)

Les surtaxes à l'importation frappant la viande et le lait seront-elles supprimées comme prévu en 1998/99? Comment se justifie le maintien des surtaxes à l'importation du sucre, du sucre glace et de certains morceaux de volaille? (par. 16 et 29)

Quelles mesures prend-on pour mettre le système d'évaluation en douane en conformité avec les règles de l'OMC? (par. 17)

Pourquoi requiert-on encore des licences pour l'importation de certains produits, maintenant que les restrictions quantitatives ne s'appliquent plus? Le gouvernement prévoit-il d'abolir les contrôles résiduels? (par. 21)

Le gouvernement entend-il supprimer les derniers "contrôles des prix"? (par. 25)

On constate un large écart entre les droits de douane consolidés visant les produits agricoles et les droits qui sont effectivement appliqués. Le gouvernement envisage-t-il d'abaisser ces consolidations? (par. 28)

Vu la dépendance excessive du pays vis-à-vis de l'énergie, quelle stratégie le gouvernement entend-il appliquer pour diversifier l'économie et créer des emplois? Le gouvernement a-t-il arrêté une stratégie pour réduire les taux de chômage continuellement élevés et les foyers de pauvreté qui se trouvent dans certaines régions du pays?

Rapport du gouvernement (WT/TPR/G/49)

Le gouvernement a-t-il arrêté une stratégie pour céder ses parts des entreprises publiques déficitaires telles que Caroni? (par. 34)

Le gouvernement songe-t-il à revoir les règles qui régissent le secteur bancaire, sous les aspects du coefficient de l'actif de réserve par exemple, pour réduire le coût relativement élevé que représente le capital pour la Trinité-et-Tobago, et pour les petites entreprises plus particulièrement? (par. 13-15)

Comment le gouvernement concilie-t-il son objectif de poursuivre son programme d'intégration au sein de la grande communauté des Caraïbes, plus particulièrement dans le cadre des négociations sur la ZLEA, avec l'initiative qui a été mise en œuvre en parallèle dans l'après-Lomé, à savoir la création d'une zone de libre-échange entre le CARIFORUM et l'Union européenne? (par. 51 et 58)

QUESTIONS DE HONG KONG, CHINE***Droits de douane et droits additionnels***

Nous constatons que, bien que 44,9 pour cent des lignes tarifaires ne soient pas frappées de droits de douane, 19,2 pour cent d'entre elles sont encore soumises à un taux de droit variant de 15 à 20 pour cent, et ce, même après la mise en œuvre, le 1^{er} juillet 1998, de la phase IV du TEC de la CARICOM. En outre, comme plus de 8 pour cent des articles sont exonérés de l'application du TEC, ils sont assujettis à un taux supérieur à 25 pour cent. Nous aimerions savoir si la Trinité-et-Tobago entend réduire davantage et, dans la mesure du possible, supprimer ces droits de douane (WT/TPR/S/49, p. 40, par. 12, et graphique III.I).

Nous constatons que la Trinité-et-Tobago a mis en place un programme de réductions graduelles et prévues des surtaxes à l'importation; dans le cas de certains produits, la surtaxe passera à 86 pour cent d'ici 2004 conformément au calendrier des réductions. Nous souhaitons savoir si la Trinité-et-Tobago entend réduire davantage ou éliminer cette surtaxe ainsi que d'autres droits et impositions (WT/TPR/S/49, p. 50, par. 31).

Normes et règlements techniques

Nous constatons que, en vertu de la Loi n° 18 de 1997 sur la normalisation, l'Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago peut reconnaître une norme étrangère aux fins de la certification et de la vérification de l'étiquetage, et il peut accepter les certificats fournis par des laboratoires de l'étranger. Nous aimerions savoir combien de normes et certificats étrangers l'Office a reconnus jusqu'ici et si cette reconnaissance a été unilatérale ou dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle (WT/TPR/S/49, p. 60, par. 59).

Services - Généralités

D'après la liste de la Trinité-et-Tobago, ses engagements horizontaux prévoient que l'acquisition de plus de 30 pour cent du capital d'une société dont les actions sont cotées en bourse doit faire l'objet d'une autorisation. Le gouvernement envisagera-t-il la possibilité d'assouplir cette limitation? (WT/TPR/S/49, p. 107, par. 81)

Services financiers

Nous constatons qu'à la fin de 1997, il n'existait plus que cinq banques commerciales, dont une appartenant entièrement à des intérêts étrangers. Nous aimerions connaître les critères généraux

qui président à la délivrance des licences. Les fournisseurs de services nationaux et étrangers sont-ils assujettis aux mêmes exigences? (WT/TPR/S/49, p. 108, par. 85)

Télécommunications

Nous relevons que la Société des services de télécommunication de la Trinité-et-Tobago Limitée (TSTT) est le fournisseur exclusif des services de télécommunication de base, mais que ce monopole devrait être démantelé d'ici 2009 (Observations récapitulatives, par. 36). Le gouvernement envisagera-t-il la possibilité d'accélérer la libéralisation de ce secteur? (WT/TPR/S/49, p. 114, par. 99)

Nous constatons que la Trinité-et-Tobago est en train de réviser sa Loi sur les télécommunications pour la rendre conforme aux obligations découlant de l'AGCS. Dans combien de temps prévoit-on de terminer cette révision et de la soumettre à l'approbation du Parlement et du Président? (WT/TPR/S/49, p. 115, par. 100)

Transport maritime

Il est mentionné dans le rapport que la Trinité-et-Tobago envisage de commercialiser ses services de manutention de marchandises et ses services maritimes et que des parts de l'Administration portuaire seront vendues à des investisseurs nationaux et étrangers. Nous aimerions en savoir davantage sur ce projet ainsi que sur le délai de mise en œuvre et toute restriction dont fera l'objet la participation étrangère (WT/TPR/S/49, p. 117, par. 108).

Aviation civile

Nous relevons que l'exploitation des services de manutention des marchandises et des installations et services de réparation des compagnies aériennes est ouverte aux étrangers. Quelles sont les conditions générales auxquelles les fournisseurs doivent se soumettre? Sont-elles les mêmes pour les investisseurs locaux et étrangers? (WT/TPR/S/49, p. 118, par. 113)

QUESTIONS DU JAPON

Droits de douane

On lit dans le rapport que la Trinité-et-Tobago a adopté le tarif extérieur commun de la CARICOM le 1^{er} janvier 1991 et qu'elle a instauré les réductions de droits de douane prévues à la phase IV de la mise en œuvre du TEC. Les réductions de droits qui avaient été prévues dans la phase IV et qui devaient ramener le TEC de la CARICOM à 20 pour cent ont-elles déjà été exécutées? Dans la négative, veuillez expliquer l'échéancier de cette réduction (par. 11 et 12, pp. 39-40 du rapport du Secrétariat).

Autres droits et impositions

Il est signalé dans le rapport que les surtaxes à l'importation de 60 pour cent dans le cas du sucre, de 75 pour cent dans celui du sucre glace et de 100 pour cent dans le cas de certains morceaux de volaille (devant être ramenées à 86 pour cent en 2004) dépassent largement la consolidation à 15 pour cent des autres droits et impositions prévue dans la liste des concessions dressée par la Trinité-et-Tobago dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Ces taux ne manquent-ils pas de conformité avec l'article II du GATT de 1994? (p. 50, par. 31)

Veuillez indiquer si d'autres produits, dont les produits industriels, demeurent assujettis à "d'autres droits" et à quels taux, le cas échéant.

Normes et règlements techniques

Les normes nationales sont-elles toutes établies par l'Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago (TTBS)? Dans la négative, veuillez expliquer quels produits ou quels champs d'activité font l'objet de normes établies par d'autres organismes (p. 59, par. 56).

Il est signalé dans le rapport que les normes sont élaborées par un comité chargé des spécifications et sont ensuite publiées pour commentaire avant d'être adoptées. Cette publication vient-elle s'ajouter aux procédures prévues à l'article 2.9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce? Le cas échéant, veuillez expliquer si les gouvernements et les organismes publics et privés de l'étranger peuvent formuler des commentaires (p. 59, par. 56).

Politique de la concurrence

On lit dans le rapport qu'un projet de loi sur le commerce loyal a été présenté au Parlement en 1997. Veuillez expliquer l'état d'avancement des travaux du Parlement à cet égard (p. 73, par. 99).

Activités bancaires

La Trinité-et-Tobago n'a pris aucun engagement en regard des services bancaires. Les règlements de la Loi de 1993 sur les institutions financières établissent-ils des restrictions relativement à l'accès au marché (article XVI de l'AGCS) ou au traitement national (article XVII de l'AGCS)? (p. 108, par. 86)

La Trinité-et-Tobago prévoit-elle de prendre des engagements dans ce secteur au cours des prochaines négociations?

Services de télécommunication

Il est précisé que la Loi de 1991 sur les télécommunications n'est pas en vigueur car elle n'a pas encore reçu la sanction présidentielle et qu'elle fait actuellement l'objet d'une révision destinée à la rendre conforme aux obligations contractées par la Trinité-et-Tobago au titre de l'AGCS. Le Quatrième Protocole a pris effet le 5 février 1998 (p. 115, par. 100). Veuillez préciser quand la Trinité-et-Tobago entend promulguer la Loi de 1991 ou toute autre loi qui lui permettra de remplir ses obligations découlant de l'AGCS.

La Trinité-et-Tobago s'est engagée à démanteler le monopole de TSTT d'ici 2010 et à ne pas limiter l'accès aux marchés ou le traitement national dès 2010 tel que prévu dans sa liste d'engagements spécifiques. Veuillez expliquer l'échéancier que s'est fixé la Trinité-et-Tobago pour abolir le statut de monopole de TSTT et libéraliser le secteur dans l'optique de cet engagement.

Transport maritime

On lit dans le rapport que les exploitants de bateaux désireux d'effectuer du cabotage entre les îles de Trinité et de Tobago sont tenus de se procurer une licence et que cette prescription s'applique autant aux ressortissants du pays qu'aux étrangers. Veuillez énoncer les critères à remplir pour se procurer ladite licence. Les mêmes critères s'appliquent-ils également aux exploitants nationaux qu'aux exploitants étrangers? (p. 117, par. 106)

QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS

Incitations à l'exportation

D'après le rapport, la Trinité-et-Tobago n'applique aucune taxe à l'exportation; elle n'accorde pas non plus de subventions directes et n'impose aucune prescription de résultat à l'exportation. Une aide à l'exportation est accordée sous la forme d'un crédit d'impôt aux entreprises qui exportent des produits transformés ou manufacturés (à l'exclusion des produits pétrochimiques et de certains autres produits) vers des marchés extérieurs à la CARICOM. Ce crédit d'impôt vise les bénéfices réalisés sur la proportion des ventes effectuées à l'exportation par rapport au total des ventes, de sorte que les gains d'exportation sont effectivement exemptés de l'impôt. Il existe également d'autres formes de promotion des exportations destinées à des marchés non régionaux: l'État peut notamment venir en aide aux exportateurs répondant aux conditions requises en prenant en charge la moitié des frais engagés par ceux-ci pour pénétrer de nouveaux marchés d'exportation et pour y faire face à la concurrence. Par ailleurs, la législation fiscale nationale permet de déduire 150 pour cent des dépenses engagées pour promouvoir l'expansion sur des marchés extérieurs à la CARICOM. La Trinité-et-Tobago pourrait-elle fournir une liste de tous les exportateurs qui bénéficient actuellement de ces programmes? Pourrait-on également obtenir plus de renseignements sur la façon dont est déterminé ce crédit d'impôt et sur les critères d'admissibilité au programme de partage des coûts à parts égales? Enfin, a-t-on prévu des dates d'expiration pour l'un ou l'autre de ces programmes? Le rapport indique que la Loi de 1990 sur l'investissement étranger devrait être remplacée par une nouvelle Loi sur la promotion de l'investissement qui vise à diversifier l'investissement étranger lié aux exportations. En quoi cette nouvelle loi différerait-elle de la loi actuelle?

Droits de propriété intellectuelle

Où en est la Trinité-et-Tobago dans son projet d'adhérer au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur?

La Loi sur le droit d'auteur de 1997 a pris effet le 1^{er} octobre 1997. Si cette loi offre une protection équivalente à celle dont bénéficient les droits d'auteur aux États-Unis, son exécution demeure toutefois problématique. L'organisme responsable des droits d'auteur de la Trinité-et-Tobago a intensifié son application des dispositions interdisant toute utilisation non autorisée de produits conçus au pays, en particulier les enregistrements sur cassette audio et CD de musiciens locaux, de calypso par exemple. Par ailleurs, toutefois, les enregistrements audio et vidéo étrangers piratés, de films américains surtout, sont loués et vendus ouvertement dans les rues et les magasins. Quels efforts la Trinité-et-Tobago a-t-elle mis en œuvre pour combattre le piratage de vidéos?

Agriculture

D'après le rapport, des surtaxes à l'importation sont appliquées à l'heure actuelle à un certain nombre de produits agricoles. Par exemple, des surtaxes de 60 pour cent sur le sucre, de 75 pour cent sur le sucre glace et de 86 pour cent sur certains morceaux de volaille, lesquelles sont censées être maintenues au-delà de 2004, dépassent de loin le niveau de 15 pour cent consolidé lors du Cycle d'Uruguay et compris dans la liste des concessions de la Trinité-et-Tobago. Comment le gouvernement de la Trinité-et-Tobago entend-il ramener ces impositions au niveau des droits de douane consolidés?

Licences

La Trinité-et-Tobago entend-elle libéraliser sa procédure de délivrance de licences? Sa Liste négative d'importations contient encore un vaste éventail de produits qui doivent faire l'objet d'une licence: bétail, viande, poisson, sucre, huiles et graisses, véhicules à moteur, papier à cigarettes, petits navires et bateaux, et pesticides.

Droits antidumping et compensateurs

Le rapport relève que la Trinité-et-Tobago a modifié de façon appréciable sa législation sur les droits antidumping et compensateurs en 1995, mais qu'elle n'a pas encore notifié cette modification à l'OMC. Quand procédera-t-elle à la notification officielle?

Services

Les télécommunications demeurent fermées aux nouveaux investissements étrangers à bien des égards. Le service téléphonique local et international est assuré par la Société des services de télécommunication de la Trinité-et-Tobago Limitée (TSTT) et la société Cable & Wireless, qui appartiennent à l'État dans une proportion de 51 et de 49 pour cent respectivement. La Trinité-et-Tobago maintient que cette entente avec Cable & Wireless ne lui garantit pas le monopole, mais la politique du gouvernement consiste néanmoins à ne pas délivrer des licences d'exploitation à d'autres fournisseurs. Depuis que la Trinité-et-Tobago s'est engagée, en février 1996, à faire bénéficier les fournisseurs de services de base (locaux et longue distance) de l'accès ouvert et du traitement national d'ici 2010, il a été question d'accorder une licence à d'autres fournisseurs des services de base au cours des prochaines années. Quand la Trinité-et-Tobago commencera-t-elle à délivrer des licences à d'autres fournisseurs de services de télécommunication de base? Le gouvernement a récemment annoncé qu'il ouvrirait le marché de la téléphonie cellulaire à la concurrence avant la fin de l'année, devançant ainsi la date prévue aux termes des engagements pris dans le cadre de l'OMC. Ce délai sera-t-il respecté? Comment le gouvernement entend-il libéraliser les autres segments du secteur?

Permis de travail

Les entreprises étrangères se sont plaintes à l'occasion des irrégularités et du manque de transparence du processus de renouvellement des permis de travail, ceux des cadres étrangers plus particulièrement. L'accord bilatéral d'investissement conclu entre les États-Unis et la Trinité-et-Tobago, qui est entré en vigueur en 1996, contient un engagement des Parties en ce sens. Il sous-entend que les ressortissants d'une Partie devraient être autorisés à entrer sur le territoire de l'autre Partie et à y demeurer pour établir, développer, administrer des investissements, ou conseiller quant à leur conduite, dans lesquels eux-mêmes ou une entreprise de l'autre Partie qui les emploie se sont engagés (ou sont sur le point de le faire) à injecter une quantité importante de capitaux ou d'autres ressources. L'accord autorise également les investisseurs concernés à engager les cadres de leur choix, sans égard à leur nationalité. Comment la Trinité-et-Tobago s'acquitte-t-elle de cette obligation?

Aviation civile

La Trinité-et-Tobago semble vouloir libéraliser ses services de transport aérien et elle s'est récemment montrée intéressée par un éventuel accord sur l'ouverture des espaces aériens avec les États-Unis. Pouvez-vous nous dire si ce projet est toujours envisagé?

ANNEXE II

RÉPONSES AUX QUESTIONS

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Stabilisation du contexte macro-économique

Union européenne

Le gouvernement songe-t-il à revoir les règles qui régissent le secteur bancaire, sous les aspects du coefficient de l'actif de réserve par exemple, pour réduire le coût relativement élevé que représente le capital pour la Trinité-et-Tobago, et pour les petites entreprises en particulier? (par. 13-15 du rapport du gouvernement)

Les pouvoirs financiers se sont engagés à ramener le coefficient élevé de l'actif de réserve du secteur bancaire à des niveaux plus prudents à moyen terme.

Premier présentateur, Andrew Stoler

Si la délégation de la Trinité-et-Tobago pouvait faire la lumière sur la hausse de 44 pour cent des importations enregistrée en 1997, elle aiderait beaucoup les participants à comprendre le contexte macro-économique actuel.

Ce sont les importations de matériaux et de machines de construction et d'équipement de transport servant à la construction d'usines du secteur pétrochimique qui ont été le principal moteur de la hausse des importations en 1997. Ces nouvelles usines comptent une usine de gaz naturel liquéfié, une usine d'ammoniaque et une autre de méthanol. L'investissement accru dans les projets d'infrastructure mis en œuvre par le gouvernement a également contribué à la hausse des importations.

Maurice

La délégation de la Trinité-et-Tobago pourrait-elle nous dire si d'autres secteurs avaient été identifiés comme autres sources de devises.

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a mis en œuvre un programme de réforme du commerce qui vise à diversifier l'économie de manière à réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole. À cet égard, le gouvernement a retenu ces secteurs-ci comme source de croissance viable tirée par les exportations: a) les services financiers, b) l'agro-alimentaire, c) le développement de logiciels, d) les spécialités chimiques, comme les huiles essentielles, e) les produits des industries mécaniques et les services d'ingénierie, comme la conception, l'entretien, la réparation et la fabrication de composants.

Inde

Nous constatons qu'un certain nombre de biens et de services sont assujettis à des contrôles de prix et que les avantages fiscaux, les aides à l'exportation sous forme de crédits d'impôt, et les avantages tarifaires soutiennent les programmes d'incitations visant une vaste gamme d'activités manufacturières. Il serait utile de discuter ici de la façon dont les autorités se proposent d'aborder ces questions dans leur plan d'action.

Conformément à son objectif de libéraliser et de déréglementer l'économie nationale, le gouvernement maintient des contrôles de prix sur trois produits seulement. Il a toutefois adopté un régime d'incitations afin de stimuler l'expansion du secteur privé, autre objectif majeur de la politique industrialiste de la Trinité-et-Tobago. En outre, le gouvernement a supprimé les restrictions à

l'importation et les contrôles des taux de change et a cédé sa participation dans un certain nombre de ses entreprises. Les futures stratégies économiques continueront de cibler les investissements étrangers et de stimuler le développement des petites entreprises, du tourisme et de l'industrie légère.

Ajustement structurel

Costa Rica

Pouvez-vous nous renseigner davantage sur le régime d'expropriation et de réparation, les transferts de capitaux et les règles concernant les cadres supérieurs? La Trinité-et-Tobago comprend-elle dans sa définition d'investissement étranger direct les biens incorporels, tels que les droits de propriété intellectuelle ou autres droits?

Le régime d'investissement de la Trinité-et-Tobago est favorable aux investisseurs. Celle-ci a conclu des accords bilatéraux d'investissement avec les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, le Canada et la République dominicaine. Ces accords et la pratique nationale assurent une réparation prompte, adéquate et juste en cas d'expropriation, ainsi que le libre transfert des capitaux. Le gouvernement autorise des cadres supérieurs étrangers à venir conclure des ententes d'investissement conformément à sa législation sur les permis de travail et sur l'immigration. Sa définition d'investissement est vaste et vise à la fois les biens corporels et incorporels.

Quel type de système de promotion de l'investissement la Trinité-et-Tobago entend-elle adopter pour promouvoir la croissance d'autres secteurs? (Dans l'optique de réduire sa dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier.) Et quels seraient les éléments clés d'une politique destinée à attirer des investissements étrangers?

Se reporter aux réponses données précédemment sur les concessions de droits, les incitations fiscales et autres mesures du genre.

Premier présentateur, Andrew L. Stoler

Il ressort des documents fournis en vue de cet examen que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago envisage d'adopter une politique de la concurrence dans le cadre du projet de "loi sur le commerce loyal". La délégation pourrait-elle décrire l'état actuel de la concurrence dans le secteur des services financiers et expliquer si la mise en œuvre de la politique de la concurrence avait été en partie motivée par la situation qui régnait dans ce secteur.

La politique de la concurrence a été la conséquence logique du processus de libéralisation mis en œuvre par les gouvernements successifs dans le cadre du programme d'ajustement structurel entrepris vers la fin des années 80. La réforme prévoyait la réforme du commerce, la réforme financière et le démantèlement des monopoles exercés dans certains secteurs. Le secteur des services financiers de la Trinité-et-Tobago est hautement compétitif. Depuis le début des années 90, le système financier a été soumis à une restructuration et à une déréglementation. Dans le cadre de ces changements, on a éliminé les contrôles sélectifs de crédit et des capitaux et renforcé la structure de surveillance et de réglementation.

La délégation invitée pourrait-elle expliquer pourquoi le gouvernement de la Trinité-et-Tobago estime nécessaire de maintenir le contrôle des entités partiellement privatisées telles que la Société du fer et de l'acier et les Minoteries nationales?

Le gouvernement n'exerce plus de contrôle dans la gestion de la Société du fer et de l'acier, laquelle appartient maintenant à 100 pour cent au secteur privé. Dans le cas des Minoteries nationales et d'autres entreprises dans lesquelles le gouvernement a des parts, leurs conseils d'administration respectifs comptent des représentants du secteur privé, lesquels nomment les directeurs.

Caroni, l'unique producteur de sucre du pays, est une entreprise publique à 100 pour cent. À la page 10 du rapport du gouvernement, on note que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago semble envisager la possibilité de céder ses intérêts dans Caroni après en avoir réorganisé la gestion et les opérations. Le gouvernement entend-il au bout du compte se départir de sa participation dans cette sucrerie?

Un comité ministériel a été chargé d'examiner la question de la restructuration et du désinvestissement possible de Caroni (1975) Ltd.

Japon

On lit dans le rapport qu'un projet de loi sur le commerce loyal a été présenté au Parlement en 1997. Veuillez expliquer l'état d'avancement des travaux du Parlement à cet égard (p. 73, par. 99).

Le projet de loi sur le commerce loyal a été soumis à l'attention du conseiller parlementaire principal avant d'être présenté au Cabinet. C'est à ce moment que le Parlement en sera saisi pour examen.

Commission européenne

Le gouvernement entend-il supprimer les derniers "contrôles des prix"? (par. 25)

Tous les contrôles de prix ont été supprimés, sauf dans le cas de certains produits pharmaceutiques de base, des manuels scolaires et du sucre.

Vu la dépendance exagérée du pays vis-à-vis de l'énergie, quelle stratégie le gouvernement entend-il appliquer pour diversifier l'économie et créer des emplois? Le gouvernement a-t-il arrêté une stratégie pour réduire les taux de chômage continuellement élevés et les foyers de pauvreté qui se trouvent dans certaines régions du pays?

Le gouvernement a défini ses objectifs économiques dans les documents suivants: The Medium Term Policy Framework 1999-2000, b) The Industrial Policy 1996-2000, c) The Trade Policy for Trinidad and Tobago 1997-2001, d) Creating A Nation of Entrepreneurs 1999-2001: An Action Plan For the Future Direction of Micro, Small and Medium Enterprises Development in Trinidad and Tobago, e) The Tourism Master Plan. Comme le révèlent ces documents, l'objectif principal des politiques économiques et industrielles consiste à promouvoir une croissance et un développement soutenus et tirés par les exportations en diversifiant l'économie de façon qu'elle ne dépende plus du pétrole. La politique macro-économique générale vise également à réduire le chômage en favorisant essentiellement la croissance et l'essor du secteur privé. Le gouvernement est conscient de ce que l'expansion des affaires créera des emplois et réduira le seuil global de la pauvreté. Comme il a été mentionné plus haut, le gouvernement insistera sur le développement du secteur des petites entreprises. Il considère que la création de petites entreprises se traduira pour un grand nombre de chômeurs par une source de revenus autogénérés et il a mis en œuvre à cette fin un train de mesures d'aide financière et d'assistance technique. Ces mesures se sont notamment soldées par une expansion économique de 5 pour cent, un taux de chômage ramené au niveau le plus bas enregistré en 14 ans (13,4 pour cent), un taux d'inflation contenu à 5 pour cent, l'accroissement des réserves en devises à plus de 1 milliard de dollars EU, et la prédominance des programmes de développement des ressources humaines et de bien-être social.

Le gouvernement a-t-il arrêté une stratégie pour céder ses parts des entreprises publiques déficitaires telles que Caroni? (par. 34 du rapport du gouvernement)

Oui. Le Cabinet a approuvé une démarche philosophique globale en vue du désinvestissement dans le secteur public, et de Caroni (1975) Ltd. Se reporter à la réponse donnée ci-dessus à M. Stoler.

Seconde présentatrice, Claudia Orozco Jaramillo

S'agissant de la mise en œuvre des accords conclus dans le cadre du Cycle d'Uruguay, dans quelle mesure la délégation de la Trinité-et-Tobago estime-t-elle que ces accords ont contribué aux efforts de modernisation et de diversification de l'économie que déployait le gouvernement?

Le processus de modernisation et de libéralisation de l'économie de la Trinité-et-Tobago a débuté de façon unilatérale dès les premiers stades du Cycle d'Uruguay. Il s'est poursuivi durant les négociations jusqu'à ce que le calendrier de réduction du tarif extérieur commun ait été établi et que les dispositions législatives sur les recours commerciaux aient été mises en œuvre. L'issue des négociations d'Uruguay a mené à la modification de la législation en vigueur pour la rendre conforme à nos obligations multilatérales et a donné de l'élan à la libéralisation. Cela a eu pour effet d'augmenter les pressions exercées sur nos institutions. Notre dépendance vis-à-vis d'une croissance tirée par les exportations aurait dû être favorisée par les nouveaux débouchés créés par le Cycle d'Uruguay. Ces négociations se sont soldées par un certain degré de stabilité et de prévisibilité et devraient nous permettre d'enregistrer de meilleurs résultats à l'exportation. Par ailleurs, les arrangements préférentiels sont arrivés à échéance et de nouvelles attentes de réciprocité totale ont été exprimées. Bien que la Trinité-et-Tobago soit préparée à relever ces défis, il faudra que les futurs arrangements tiennent mieux compte de la diversité des signataires.

La délégation de la Trinité-et-Tobago pourrait-elle expliquer la nécessité de recourir à ces instruments, en particulier si l'on considère que les droits de douane effectivement appliqués sont inférieurs aux droits consolidés. Il serait également intéressant de savoir ce qu'il adviendra de ces instruments dans l'avenir.

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a pratiquement supprimé toutes ses restrictions à l'importation. Aussi une législation antidumping a-t-elle été adoptée pour garantir que la part du marché intérieur que possèdent les fabricants locaux n'est pas sapée par les marchandises importées vendues au-dessous de leur valeur. Essentiellement, le marché intérieur a été libéralisé et, même si les fabricants locaux devront faire face à la concurrence que représentent les produits étrangers, cette concurrence devrait être équitable et non le fait de pratiques incorrectes. Conscient de cet état de choses, le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a modifié sa législation antidumping en 1996 pour en garantir: i) la compatibilité et la cohérence avec les règles de l'OMC, ii) l'exécution en conformité des Accords de l'OMC sur la mise en œuvre des règles antidumping. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago entend également donner à sa politique de la concurrence un cadre législatif qui réglementera le comportement des monopoles, des cartels et autres institutions du genre. À cet égard, le gouvernement entend faire en sorte que ces organisations n'abusent pas de leur position dominante dans l'économie du pays. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, cette politique s'harmonise aux objectifs gouvernementaux qui consistent à stimuler la concurrence libre et loyale dans l'économie nationale.

Il serait intéressant d'avoir plus de détails sur les incitations fiscales et leur incidence sur la capacité du gouvernement de créer une économie de concurrence nécessitant des investissements dans l'infrastructure physique et le développement des ressources humaines.

Le schéma des incitations fiscales mis en place par le gouvernement de la Trinité-et-Tobago vise à accélérer le rythme de l'industrialisation du pays. Les incitations comprennent un certain nombre d'exemptions fiscales au titre des machines, des bâtiments et de l'équipement qui serviraient à enrichir le capital humain et à élargir l'infrastructure physique de la Trinité-et-Tobago à mesure que les entreprises qui cherchent à se prévaloir de ces incitations s'établiront au pays.

Arrangements régionaux

Commission européenne

Comment le gouvernement concilie-t-il son objectif de poursuivre son programme d'intégration au sein de la grande communauté des Caraïbes, plus particulièrement dans le cadre des négociations sur la ZLEA, avec l'initiative qui a été mise en œuvre en parallèle dans l'après-Lomé, à savoir la création d'une zone de libre-échange entre le CARIFORUM et l'Union européenne? (par. 51 et 58 du rapport du gouvernement)

Le gouvernement ne voit pas de conflit entre les diverses approches destinées à élargir l'accès aux marchés. Nous voulons respecter les obligations que nous avons contractées auprès de la CARICOM et négocier l'établissement d'une zone de libre-échange avec les Amériques. Par ailleurs, aucune décision n'a encore été prise quant à l'éventuelle négociation d'un accord de libre-échange entre le CARIFORUM et l'Union européenne. Tout accord éventuel sera assurément conforme aux règles de l'OMC.

II. MESURES DE POLITIQUE COMMERCIALE

Droits et surtaxes – Taux appliqués et consolidés

Japon

On lit dans le rapport que la Trinité-et-Tobago a adopté le tarif extérieur commun de la CARICOM le 1^{er} janvier 1991 et qu'elle a instauré les réductions de droits de douane prévues à la phase IV de la mise en œuvre du TEC. Veuillez donner des détails sur cette phase IV, ainsi que sur les phases I à III du processus de mise en œuvre du TEC. Les réductions de droits qui avaient été prévues dans les phases I à III ont-elles déjà été exécutées? (par. 11 et 12, pp. 39-40 du rapport du Secrétariat).

Les chefs des États membres de la CARICOM ont décrété que le tarif extérieur commun (TEC) serait progressivement réduit sur une période cinq ans, et ce à compter du 1^{er} janvier 1993. On procédera à cette fin en quatre (4) étapes pour atteindre un taux de droit maximal de 20 pour cent (hormis quelques exceptions) dès le 1^{er} janvier 1998. L'échéancier de la réduction des droits de douane est illustré dans le tableau ci-après.

Phase	Application	Structure tarifaire
I.	du 1 ^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1994	de 0-5% à 30-35%
II.	du 1 ^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1996	de 0-5% à 25-30%
III.	du 1 ^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1997	de 0-5% à 20-25%
IV.	à partir du 1 ^{er} janvier 1998	de 0-5% à 20%

Ce tableau indique clairement que la Trinité-et-Tobago a mis en œuvre les quatre étapes de la réduction des droits dans les délais prévus. Par conséquent, le droit maximal applicable aux produits industriels s'élève de fait à 20 pour cent.

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 40, par. 12, et graphique III.I).

Nous constatons que, bien que 44,9 pour cent des lignes tarifaires ne soient pas frappées de droits de douane, 19,2 pour cent d'entre elles sont encore assujetties à un taux de droit variant de 15

à 20 pour cent, et ce, même après la mise en œuvre, le 1^{er} juillet 1998, de la phase IV du TEC de la CARICOM. En outre, comme plus de 8 pour cent des articles sont exonérés de l'application du TEC, ils sont assujettis à un taux supérieur à 25 pour cent. Nous aimerions savoir si la Trinité-et-Tobago entend réduire davantage et, dans la mesure du possible, supprimer ces droits de douane.

Il se peut que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago ne modifie pas les taux du TEC sans l'approbation des chefs des États membres de la CARICOM. Étant donné que les droits maximaux ont été ramenés de 45 à 20 pour cent au cours d'une période de cinq ans, la Trinité-et-Tobago n'a pas l'intention de réduire davantage ces droits dans un avenir prochain. (WT/TPR/S/49, p. 50, par. 31)

Autres droits et impositions

Japon (p. 50, par. 31)

Il est signalé que les surtaxes à l'importation de 60 pour cent dans le cas du sucre, de 75 pour cent dans celui du sucre glace et de 100 pour cent dans le cas de certains morceaux de volaille (devant être ramenées à 86 pour cent en 2004) dépassent largement la consolidation à 15 pour cent des "autres droits" établie dans le cadre du Cycle d'Uruguay et prévue dans la liste des concessions dressée par la Trinité-et-Tobago. Ces taux ne manquent-ils pas de conformité avec l'article II du GATT de 1994 ?

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago considère que l'application de ces surtaxes est conforme à l'article II du GATT.

Hong Kong, Chine

Nous constatons que la Trinité-et-Tobago a mis en place un programme de réductions graduelles et prévues des surtaxes à l'importation; dans le cas de certains produits, la surtaxe passera à 86 pour cent d'ici 2004 conformément au calendrier des réductions. Nous souhaitons savoir si la Trinité-et-Tobago entend réduire davantage ou éliminer cette surtaxe ainsi que d'autres droits et impositions.

La Trinité-et-Tobago entend maintenir les impositions et surtaxes établies dans la liste. Il convient toutefois de noter que le Secrétariat de la CARICOM demandera bientôt que soit effectué un examen du tarif extérieur commun appliqué aux produits agricoles, lequel est actuellement de l'ordre de 40 pour cent.

Union européenne

Les surtaxes à l'importation frappant la viande et le lait seront-elles supprimées comme prévu en 1998/99 ? Comment se justifie le maintien des surtaxes à l'importation du sucre, du sucre glace et des morceaux de volaille ? (par. 16 et 29)

Le gouvernement s'est engagé à éliminer les surtaxes à l'importation de la viande et du lait tel que prévu en 1998/99. Il a imposé des surtaxes sur le sucre, le sucre glace et certains morceaux de volaille afin d'offrir un certain degré de protection aux producteurs locaux pendant qu'ils s'efforcent d'accroître leur efficacité et leur compétitivité internationale.

On constate un large écart entre les droits de douane consolidés visant les produits agricoles et les droits qui sont effectivement appliqués. Le gouvernement envisage-t-il de réduire ces consolidations? (par. 28)

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, les politiques agricoles sont actuellement à l'étude, et les consolidations seront réexaminées à la lumière des résultats.

Quelles mesures prend-on pour mettre le système d'évaluation en douane en conformité avec les règles de l'OMC? (par. 17)

Le système d'évaluation en douane de la Trinité-et-Tobago est conforme aux règles de l'OMC comme l'indique le document WT/TPR/S/49.

Licences

États-Unis

La Trinité-et-Tobago prévoit-elle libéraliser sa procédure de délivrance de licences? Sa Liste négative d'importations contient encore un vaste éventail de produits qui doivent faire l'objet d'une licence: bétail, viande, poisson, sucre, huiles et graisses, véhicules à moteur, papier à cigarettes, petits navires et bateaux, et pesticides.

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a commencé à libéraliser son régime de délivrance de licences depuis 1992. De fait, 95 pour cent des produits devant faire l'objet d'une licence d'importation ont été supprimés de sa Liste négative d'importations. Les produits qui y figurent encore le sont pour des raisons précises, comme l'explique le tableau ci-après.

Produit	Raison de la prescription
Volaille, poisson, crevettes, homard et crabe, à l'état vivant, réfrigéré ou surgelé	Obligation au titre du Traité de la CARICOM
Noix de coco (sauf l'huile de coco)	Obligation au titre du Traité de la CARICOM
Huiles et graisses (sauf l'huile de coco)	Obligation au titre du Traité de la CARICOM
Véhicules à direction à gauche importés pour les raisons spéciales définies dans la Loi sur les douanes (chapitre 78:01)	Sécurité publique
Véhicules d'occasion à direction à droite (sauf les compacteurs de déchets ménagers)	Sécurité publique
Papier à cigarettes	Sécurité nationale
Navires et bâtiments de moins de 250 tonnes	Sécurité nationale
Certains pesticides	Santé publique

Union européenne

Pourquoi requiert-on encore des licences pour l'importation de certains produits, maintenant que les restrictions quantitatives ne s'appliquent plus? Le gouvernement prévoit-il d'abolir les contrôles résiduels? (par. 21)

Se reporter à la réponse précédente.

Antidumping – Notification et procédures

États-Unis

Le rapport relève que la Trinité-et-Tobago a modifié de façon appréciable sa législation sur les droits antidumping et compensateurs en 1995, mais qu'elle n'a pas encore notifié cette modification à l'OMC. Quand procédera-t-elle à la notification officielle?

La Trinité-et-Tobago a en fait modifié sa législation antidumping pour se conformer aux règles de l'OMC. Le gouvernement est en train d'établir les documents de notification pertinents et les communiquera sous peu au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce.

Normes et règlements techniques

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 60, par. 59).

Nous constatons que, en vertu de la Loi n° 18 de 1997 sur la normalisation, l'Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago peut reconnaître une norme étrangère aux fins de la certification et de la vérification de l'étiquetage, et il peut accepter les certificats fournis par des laboratoires de l'étranger. Nous aimerions savoir combien de normes et certificats étrangers l'Office a reconnus jusqu'ici et si cette reconnaissance a été unilatérale ou dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle.

Les normes reconnues aux fins de la certification de produits (marques de conformité) doivent dans un premier temps être acceptées comme une norme par l'Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago (TTBS), aux termes de la Loi n° 18 de 1997 sur la normalisation, Partie I et Partie IV, paragraphes 19-21. À ce jour, on n'a procédé à aucune certification (marque de conformité) basée sur une norme étrangère. Toutefois, le TTBS délivre des certificats de conformité à l'égard des produits qui respectent les normes internationales reconnues. Cette procédure a déjà été appliquée aux produits émanant du Royaume-Uni, des États-Unis et des États membres de la CARICOM.

Japon

Il est signalé que les normes sont élaborées par un comité chargé des spécifications et sont ensuite publiées pour commentaire avant d'être adoptées. Cette publication vient-elle s'ajouter aux procédures prévues à l'article 2.9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce? Le cas échéant, veuillez expliquer si les gouvernements et les organismes publics et privés de l'étranger peuvent formuler des commentaires (p. 59, par. 56).

Oui, cette publication s'inscrit dans la pratique observée par le TTBS en vue d'élaborer une norme et elle correspond aux prescriptions de l'article 2.9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Oui, les gouvernements et les organismes publics et privés de l'étranger peuvent faire part de leurs commentaires.

Les normes nationales sont-elles toutes établies par l'Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago? Dans la négative, veuillez expliquer quels produits ou quels champs d'activité font l'objet de normes établies par d'autres organismes.

Toutes les normes nationales émanent de l'Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago, mais il arrivera à celui-ci d'adopter des normes étrangères. Se reporter à la réponse donnée à Hong Kong, Chine ci-dessus.

Incitations à l'exportation

États-Unis

D'après le rapport, la Trinité-et-Tobago n'applique aucune taxe à l'exportation; elle n'accorde pas non plus de subventions directes et n'impose aucune prescription de résultat à l'exportation. Une aide à l'exportation est accordée sous la forme d'un crédit d'impôt aux entreprises qui exportent des produits transformés ou manufacturés (à l'exclusion des produits pétrochimiques et de certains autres produits) vers des marchés extérieurs à la CARICOM. Ce crédit d'impôt vise les bénéfices réalisés sur la proportion des ventes effectuées à l'exportation par rapport au total des

ventes, de sorte que les gains d'exportation sont effectivement exemptés de l'impôt. Il existe également d'autres formes de promotion des exportations destinées à des marchés non régionaux: l'État peut notamment venir en aide aux exportateurs répondant aux conditions requises en prenant en charge la moitié des frais engagés par ceux-ci pour pénétrer de nouveaux marchés d'exportation et pour y faire face à la concurrence. Par ailleurs, la législation fiscale nationale permet de déduire 150 pour cent des dépenses engagées pour promouvoir l'expansion sur des marchés extérieurs à la CARICOM. La Trinité-et-Tobago pourrait-elle fournir une liste de tous les exportateurs qui bénéficient actuellement de ces programmes? Pourrait-on également obtenir plus de renseignements sur la façon dont est déterminé ce crédit d'impôt et sur les critères d'admissibilité au programme de partage des coûts à parts égales? Enfin, a-t-on prévu des dates d'expiration pour l'un ou l'autre de ces programmes?

Les exportateurs peuvent se prévaloir de l'aide à l'exportation en réclamant un crédit d'impôt déterminé en fonction de la part des ventes effectuées à l'exportation dans les ventes totales. C'est ce que prévoit la Loi sur l'impôt des sociétés. Comme il a été annoncé dans le Discours du budget de 1998, cette prime sera éliminée en 2002. Le programme de partage des coûts à parts égales est plus précisément désigné comme le système d'assistance technique à l'exportation, un programme de subvention en contrepartie qui était administré par la TIDCO et qui était financé par la Banque mondiale. Ce programme n'existe plus.

Le rapport indique que la Loi de 1990 sur l'investissement étranger devrait être remplacée par une nouvelle Loi sur la promotion de l'investissement qui vise à diversifier l'investissement étranger lié aux exportations. En quoi cette nouvelle loi différera-t-elle de la loi actuelle?

La Loi sur la promotion de l'investissement remplacera effectivement la Loi de 1990 sur l'investissement étranger. Si l'on se fie au projet de loi, les principales différences résideront dans la nature promotionnelle de la Loi, puisqu'elle supprimera toute distinction entre les investisseurs de la Trinité-et-Tobago et les investisseurs étrangers. La Loi établira des moyens de rationaliser et d'accélérer le processus décisionnel.

Costa Rica

Quels changements majeurs découleront de l'adoption de la nouvelle loi, par rapport à la Loi sur l'investissement étranger?

Se reporter à la réponse précédente.

Législation sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

États-Unis

Où en est la Trinité-et-Tobago dans son projet d'adhérer au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur?

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago n'a pas encore décidé s'il allait signer le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur. La Trinité-et-Tobago a toutefois souscrit l'Acte final à l'issue de la Conférence diplomatique. Il convient de noter que la Trinité-et-Tobago est partie au Traité sur le droit des marques et à la Convention internationale de l'UPOV pour la protection des obtentions végétales.

La Loi sur le droit d'auteur de 1997 a pris effet le 1^{er} octobre 1997. Si la Loi offre une protection équivalente à celle dont bénéficient les droits d'auteur aux États-Unis, son exécution demeure toutefois problématique. L'organisme responsable des droits d'auteur de la Trinité-et-Tobago a intensifié son application des dispositions interdisant toute utilisation non

autorisée de produits conçus au pays, en particulier les enregistrements sur cassette audio et CD de musiciens locaux, de calypso par exemple. Par ailleurs, toutefois, les enregistrements audio et vidéo étrangers piratés, de films américains surtout, sont loués et vendus ouvertement dans les rues et les magasins. Quels efforts la Trinité-et-Tobago a-t-elle mis en œuvre pour combattre le piratage de vidéos?

Les autorités compétentes cherchent à régler le problème du piratage d'enregistrements vidéo et audio et ont bien l'intention d'exécuter la loi pertinente. Le gouvernement envisage la faisabilité d'instaurer le système Banderole.

III. POLITIQUES SECTORIELLES

Agriculture – Droits et surtaxes, sucre

Seconde présentatrice, Claudia Orozco Jaramillo

La délégation de la Trinité-et-Tobago pourrait-elle expliquer les raisons du déficit de la production intérieure étant donné les prix générés par la forte protection dont bénéficient les exportations de sucre?

Autrefois, la Trinité-et-Tobago était un exportateur net de sucre. Ses exportations actuelles font l'objet d'arrangements préférentiels conclus avec l'Union européenne et les États-Unis. L'industrie sucrière génère la plus grande part du PIB agricole et le gros des revenus en devises du secteur agricole. Assurément, l'industrie a connu des difficultés au niveau de la production, mais ces difficultés seront résolues si elle se met à dépendre davantage des cannes produites par les agriculteurs.

Premier présentateur, Andrew L. Stoler

La délégation invitée pourrait-elle expliquer comment son gouvernement aidera le secteur agricole à surmonter ses très nombreuses difficultés pour atteindre les objectifs qui lui ont été fixés?

Le gouvernement a mis en œuvre un programme de restructuration du secteur agricole qui portera sur trois ans. Il visera la politique en matière d'utilisation et de gestion des terres et favorisera l'expansion des entreprises agro-alimentaires ainsi que l'accroissement de la compétitivité du secteur.

États-Unis

D'après le rapport, des surtaxes à l'importation sont appliquées à l'heure actuelle à un certain nombre de produits agricoles. Par exemple, les surtaxes de 60 pour cent sur le sucre, de 75 pour cent sur le sucre glace et de 86 pour cent sur certains morceaux de volaille, lesquelles sont censées être maintenues au-delà de 2004, dépassent de loin le niveau de 15 pour cent consolidé lors du Cycle d'Uruguay et compris dans la liste des concessions de la Trinité-et-Tobago.

Comment le gouvernement de la Trinité-et-Tobago entend-il ramener ces impositions au niveau des droits de douane consolidés?

La Trinité-et-Tobago s'est engagée à revoir les surtaxes appliquées à certains morceaux de volaille, au sucre et au sucre glace avant 2004 dans l'optique de les rendre conformes aux obligations qu'elle a contractées dans le cadre de l'OMC.

Seconde présentatrice, Claudia Orozco Jaramillo

On note une diminution de la production de cacao et de café, deux cultures d'exportation traditionnelles. Envisage-t-on de réhabiliter ces industries?

À l'époque où les prix du pétrole étaient élevés, le secteur agricole a connu une pénurie de main-d'œuvre, et plus particulièrement ses industries à forte concentration de main-d'œuvre comme celles du cacao et du café. Aussi bon nombre de caféières et de cacaoyères ont-elles été abandonnées. Le gouvernement entend toutefois instaurer de nouvelles initiatives pour raviver ces industries: fournir des incitations à la remise en état des anciennes plantations et à la culture de nouvelles, établir des fermenteurs centraux pour améliorer la qualité des fèves, maintenir le plasma germinatif, procéder au désinvestissement de la Nonpareil Estate, une cacaoyère appartenant à l'État.

Énergie

Premier présentateur, Andrew L. Stoler

La délégation invitée pourrait-elle expliquer pourquoi, en dépit des stratégies de diversification, la part du sous-secteur pétrolier est passée de 41,5 à 66,4 pour cent du PIB total du secteur manufacturier durant la période 1992-96?

Cette impression vient du fait que la définition des activités pétrolières comprend les activités manufacturières à base de gaz naturel. Sont aussi incluses les activités de production d'ammoniaque, de méthanol et d'urée, produits dont Trinité-et-Tobago est le premier exportateur mondial. Ces cinq dernières années, les industries à base de pétrole et d'énergie ont contribué en moyenne à hauteur de 25 pour cent au PIB.

Services

a) Services – Généralités

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 107, par. 81)

D'après la liste de la Trinité-et-Tobago, ses engagements horizontaux prévoient que l'acquisition de plus de 30 pour cent du capital d'une société dont les actions sont cotées en bourse doit faire l'objet d'une autorisation. Le gouvernement envisagera-t-il la possibilité d'assouplir cette limitation?

Le gouvernement envisage d'apporter quelques modifications aux dispositions législatives ayant trait à la participation étrangère dans les entreprises cotées en bourse.

b) Services financiers

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 108, par. 85)

Nous constatons qu'à la fin de 1997, il n'existait plus que cinq banques commerciales, dont une appartenant entièrement à des intérêts étrangers. Nous aimerions connaître les critères généraux qui président à la délivrance des licences. Les fournisseurs de services nationaux et étrangers sont-ils assujettis aux mêmes exigences?

À la Trinité-et-Tobago, la législation régissant la participation dans le secteur financier s'applique autant aux habitants de la Trinité-et-Tobago qu'aux étrangers. Elle ne fait pas non plus de distinction entre les fournisseurs de services nationaux et étrangers. Dans le secteur bancaire, les prescriptions de licence sont de nature prudentielle et visent essentiellement à garantir la suffisance du

capital et la solidité financière de l'entreprise. Les autres prescriptions concernent les sauvegardes requises pour garantir que les exploitants potentiels sont "aptes et honnêtes".

Japon (p. 108, par. 86)

La Trinité-et-Tobago n'a pris aucun engagement en regard des services bancaires. Prévoit-elle de le faire au cours des prochaines négociations?

La date limite pour prendre des engagements dans cette branche d'activité a été fixée à janvier 1999, et le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position à cet égard.

Les règlements de la Loi de 1993 sur les institutions financières établissent-ils des restrictions relativement à l'accès aux marchés (article XVI de l'AGCS) ou au traitement national (article XVII de l'AGCS)?

Pour le moment, la législation habilitante dans le secteur bancaire porte que les banques ou institutions financières étrangères souhaitant exercer des activités à la Trinité-et-Tobago doivent être constituées sous le régime de la loi nationale.

c) Services de télécommunication

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 114, par. 99)

Nous relevons que la Société des services de télécommunication de la Trinité-et-Tobago Limitée (TSTT) est le fournisseur exclusif des services de télécommunication de base, mais que ce monopole devrait être démantelé d'ici 2009 (Observations récapitulatives, par. 36). Le gouvernement envisagera-t-il la possibilité d'accélérer la libéralisation de ce secteur?

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago examine la question de l'exclusivité des droits dont jouit TSTT dans les télécommunications de base dans l'optique d'accélérer la libéralisation de ce secteur. (WT/TPR/S/49, p. 115, par. 100)

Hong Kong, Chine

Nous constatons que la Trinité-et-Tobago est en train de réviser sa Loi sur les télécommunications pour la rendre conforme aux obligations découlant de l'AGCS. Dans combien de temps prévoit-on de terminer cette révision et de la soumettre à l'approbation du Parlement et du Président?

La révision de la Loi sur les télécommunications devrait être terminée en décembre 1998, et le Parlement et le Président devraient en approuver les modifications avant la fin de juin 1999.

Canada

Dans les services de télécommunication de base fournis selon le premier mode de fourniture, nous comprenons que la Trinité-et-Tobago s'est engagée à ne pas restreindre l'accès aux marchés, à condition que le fournisseur utilise le réseau de l'exploitant exclusif (qualification valable jusqu'en 2010). On lit au paragraphe 101: "Si les services de télécommunication de base sont fournis exclusivement par la TSTT, rien n'empêche une autre entreprise d'offrir des services à valeur ajoutée en utilisant le réseau de cette dernière." Veuillez expliquer le sens de la phrase "sont fournis exclusivement par la TSTT" car elle donne à penser que la fourniture de services de télécommunication de base est du ressort exclusif de la TSTT.

Un comité nommé par le Cabinet est en train d'examiner cet arrangement et fera les recommandations nécessaires aux fins de la réglementation du secteur des télécommunications à la Trinité-et-Tobago.

D'après la liste de ses engagements, la Trinité-et-Tobago n'imposera aucune limitation concernant l'accès au marché. Toutefois, il est déclaré au paragraphe 102 que "les entreprises désireuses d'offrir au public des services mobiles au moyen d'installations terrestres, des services Internet, et des services d'accès à Internet et de téléconférence pour usage privé selon les modes de la fourniture transfrontières et de la présence commerciale doivent ouvrir des négociations avec la TSTT." Il semble y avoir contradiction entre cette déclaration et les engagements pris dans le cadre de l'OMC. Veuillez clarifier.

Une réponse sera communiquée par écrit ultérieurement.

États-Unis

Les télécommunications demeurent fermées aux nouveaux investissements étrangers à bien des égards. Le service téléphonique local et international est assuré par la Société des services de télécommunication de la Trinité-et-Tobago Limitée (TSTT) et la société Cable & Wireless, qui appartiennent à l'État dans une proportion de 51 et de 49 pour cent respectivement. La Trinité-et-Tobago maintient que cette entente avec Cable & Wireless ne lui garantit pas le monopole, mais la politique du gouvernement consiste néanmoins à ne pas délivrer des licences d'exploitation à d'autres fournisseurs. Depuis que la Trinité-et-Tobago s'est engagée, en février 1996, à faire bénéficier les fournisseurs de services de base (locaux et longue distance) de l'accès ouvert et du traitement national d'ici 2010, il a été question d'accorder une licence à d'autres fournisseurs des services de base au cours des prochaines années.

Un comité du Cabinet se penche à l'heure actuelle sur les rôles de TSTT et de Cable & Wireless dans le secteur des communications et fera les recommandations nécessaires aux fins de la réglementation du secteur.

Quand la Trinité-et-Tobago commencera-t-elle à délivrer des licences à d'autres fournisseurs de services de télécommunication de base?

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago estime pouvoir commencer à délivrer des licences en 1999.

Le gouvernement a récemment annoncé qu'il ouvrirait le marché de la téléphonie cellulaire à la concurrence avant la fin de l'année, devançant ainsi la date prévue aux termes des engagements pris dans le cadre de l'OMC. Ce délai sera-t-il respecté? Comment le gouvernement entend-il libéraliser les autres segments du secteur?

Une réponse sera communiquée par écrit ultérieurement.

Japon (p. 115, par. 100)

Il est précisé que la Loi de 1991 sur les télécommunications n'est pas en vigueur car elle n'a pas encore reçu la sanction présidentielle et qu'elle fait actuellement l'objet d'une révision destinée à la rendre conforme aux obligations contractées par la Trinité-et-Tobago au titre de l'AGCS. Le Quatrième Protocole a pris effet le 5 février 1998. Veuillez préciser quand la Trinité-et-Tobago entend promulguer la Loi de 1991 ou toute autre loi qui lui permettra de remplir ses obligations découlant de l'AGCS.

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago devrait être en mesure de remplir ses obligations découlant de l'AGCS d'ici le milieu de 1999.

La Trinité-et-Tobago s'est engagée à démanteler le monopole de TSTT d'ici 2010 et à ne pas restreindre l'accès au marché ou le traitement national dès 2010 tel que prévu dans sa liste d'engagements spécifiques. Veuillez expliquer l'échéancier que s'est fixé la Trinité-et-Tobago pour abolir le statut de monopole de TSTT et libéraliser le secteur dans l'optique de cet engagement.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, un comité du Cabinet se penche déjà sur le rôle de TSTT dans le secteur des télécommunications.

d) Aviation civile

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 118, par. 113)

L'exploitation des services de manutention des marchandises et des installations et services de réparation des compagnies aériennes est ouverte aux étrangers. Quelles sont les conditions générales auxquelles les fournisseurs doivent se soumettre? Sont-elles les mêmes pour les investisseurs locaux et étrangers?

Trois entreprises nationales assurent présentement des services de manutention au sol. Toutefois, les compagnies aériennes étrangères peuvent fournir leurs propres services de manutention de marchandises. Quant aux conditions générales, les entreprises aussi bien nationales qu'étrangères doivent obtenir l'approbation de l'Autorité aéroportuaire pour exploiter un service de manutention de marchandises et doivent démontrer leur capacité à assurer ce service, par exemple en se dotant du personnel qualifié et de l'équipement nécessaire.

États-Unis

La Trinité-et-Tobago semble vouloir libéraliser ses services de transport aérien et elle s'est récemment montrée intéressée par un éventuel accord sur l'ouverture des espaces aériens avec les États-Unis. Pouvez-vous nous dire si ce projet est toujours envisagé?

Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a pris la décision de négocier un accord sur l'ouverture des espaces aériens au niveau de la CARICOM. La CARICOM a constitué à cette fin une équipe de négociateurs dont M. Kenneth Rattray, de la Jamaïque, et M. Réginald Dumas, de la Trinité-et-Tobago, assumeront respectivement la présidence et la vice-présidence.

e) Transport maritime

Hong Kong, Chine (WT/TPR/S/49, p. 117, par. 108)

Il est mentionné dans le rapport que la Trinité-et-Tobago envisage de commercialiser ses services de manutention de marchandises et ses services maritimes et que des parts de l'Administration portuaire seront vendues à des investisseurs nationaux et étrangers. Nous aimerions en savoir davantage sur ce projet ainsi que sur le délai de mise en œuvre et toute restriction dont fera l'objet la participation étrangère.

Le gouvernement est en train d'examiner un projet de restructuration des activités portuaires.

États-Unis (p. 117, par. 106)

On lit dans le rapport que les exploitants de bateaux désireux d'effectuer du cabotage entre les îles de Trinité et de Tobago sont tenus de se procurer une licence et que cette prescription

s'applique autant aux ressortissants du pays qu'aux étrangers. Veuillez énoncer les critères à remplir pour se procurer ladite licence. Les mêmes critères s'appliquent-ils également aux exploitants nationaux qu'aux exploitants étrangers?

Les "droghers", ou chalands, effectuent le transport des marchandises d'un port de Trinité ou de Tobago à un autre port. Pour obtenir un permis de chaland, les bateaux doivent être enregistrés aux termes de la Loi sur les chalands, chapitre 50:07 des Lois de la Trinité-et-Tobago et doivent remplir les conditions suivantes: 1) être immatriculés a) à la Trinité-et-Tobago aux termes de la Loi sur la navigation (c'est le cas des bateaux de 24 mètres et plus et de ceux qui sont immatriculés à l'étranger) ou b) en vertu de la Loi sur les chaloupes à moteur, chapitre 50:08 des Lois de la Trinité-et-Tobago (c'est le cas des bateaux de moins de 24 mètres), 2) être couverts par une assurance de responsabilité civile, et 3) être en mesure de se conformer aux normes de sécurité pertinentes. Tous les chalands doivent obtenir un certificat de chaland délivré par la Division des services maritimes. Ce certificat arrive à échéance le 31 décembre de l'année pour laquelle il a été délivré. Un permis de cabotage est délivré par le Département des douanes et de l'accise sur présentation d'un certificat de chaland. Quant aux prescriptions de licence, le propriétaire de chaland doit soumettre en triplicata une "Attestation de propriété" accompagnée des documents suivants: a) preuve d'immatriculation, b) tonnage international, c) certificats valides de sécurité (ligne de charge, construction sécuritaire, équipement et radio, ou exemption visant les bâtiments de plus de 500 tonnes de jauge brute), d) certificat d'assurance de responsabilité civile. Enfin, pour ce qui est des droits exigibles, le droit d'exploitation d'un chaland est calculé au taux de 1,60 dollar la tonne ou la fraction de tonne. Le droit n'est jamais inférieur à 10,00 dollars.

f) Permis de travail

États-Unis

Les entreprises étrangères se sont plaintes à l'occasion des irrégularités et du manque de transparence du processus de renouvellement des permis de travail, ceux des cadres étrangers plus particulièrement. L'accord bilatéral d'investissement conclu entre les États-Unis et la Trinité-et-Tobago, qui est entré en vigueur en 1996, contient un engagement des Parties en ce sens. Il sous-entend que les ressortissants d'une Partie devraient être autorisés à entrer sur le territoire de l'autre Partie et à y demeurer pour établir, développer, administrer des investissements, ou conseiller quant à leur conduite, dans lesquels eux-mêmes ou une entreprise de l'autre Partie qui les emploie se sont engagés (ou sont sur le point de le faire) à injecter une quantité importante de capitaux ou d'autres ressources. L'accord autorise également les investisseurs concernés à engager les cadres de leur choix, sans égard à leur nationalité. Comment la Trinité-et-Tobago s'acquitte-t-elle de cette obligation?

La politique en matière de permis de travail autorise tout investisseur qui veut faire travailler à la Trinité-et-Tobago des cadres possédant des compétences particulières à se prévaloir de cet accord. Plusieurs milliers d'expatriés vivent et travaillent à la Trinité-et-Tobago. Certains résident au pays depuis de nombreuses années. La Trinité-et-Tobago ne s'est pas vue offrir le même degré de réciprocité de la part des pays développés. Les demandes d'obtention ou de renouvellement de permis de travail qui ont été refusées ne remplissaient pas les critères. L'efficacité du système s'illustre du fait que, entre 1996 et 1997, 3 990 permis de travail ont été délivrés.